



Trimestriel - No 34
Décembre - Dezember
Dicembre 2011

Tirage/Auflage/Tiratura:
12'000

ligue suisse contre la vivisection
schweizer liga gegen vivisektion
lega svizzera contro la vivisezione
et pour les droits de l'animal - und für die rechte des tieres - e per i diritti dell'animale

LSCV
Case postale 148, 1226 Thônex / GE
T 022 349 73 37 F 022 349 19 54
www.lscv.ch
Mitgliederbeitrag / Cotisation
Membre Quota socio CHF 15.-
CCP 12-2745-6
IBAN CH38 0900 0000 1200 2745 6
BIC POFICHBEXXX

Eukanuba, Iams, Felix, Fido, Friskies, Hill's, Pal,
Sheba, Whiskas

Eukanuba, Iams, Felix, Fido, Friskies, Hill's, Pal,
Sheba, Whiskas

Nourriture pour chiens et chats

Hunde- und Katzenfutter

Pour notre bénéfice ou le leur ?

Zu unserem Wohl oder zum Wohl der Tiere?

De plus en plus d'aliments tout prêts sont mis sur le marché et contribuent au boom des nourritures appelées « premium ». Mais ces nourritures sont-elles à la hauteur de nos espérances ? Et surtout, répondent-elles aux besoins de nos compagnons à quatre pattes, leur assurant la meilleure santé possible sans avoir provoqué de cruelles expériences dans les laboratoires ?

Contenu en Français,
p. 2 - 11

Immer mehr Fertigfutter wird auf den Markt gebracht und trägt zum Boom des sogenannten «Premium»-Futters bei. Entspricht dieses aber wirklich unseren Erwartungen? Und vor allem, entspricht es den Bedürfnissen unserer vierpfötigen Begleiter? Dazu müsste es diesen eine bestmögliche Gesundheit garantieren, ohne dass deswegen grausame Versuche in den Labors durchgeführt werden.

Inhalt Deutsch S. 12 - 21



Eukanuba, Iams, Felix, Fido,
Friskies, Hill's, Pal, Sheba, Whiskas

Alimenti per cani e gatti

Per il nostro bene o per il loro?

Sempre più alimenti pronti sono lanciati sul mercato e contribuiscono al boom degli alimenti chiamati « premium ». Ma questi alimenti sono all'altezza delle nostre speranze ? E, soprattutto, rispondono ai bisogni dei nostri amici a quattro zampe, garantendo loro la migliore salute possibile senza necessitare crudeli esperimenti in laboratorio?

Contenuto in italiano, p. 22 - 31

Edito

Chers Membres,
Chères amies et amis de la Ligue,
Chers lectrices et lecteurs,

En mars 2010, nous avons obtenu la condamnation du Dr Pierre Bize par le Tribunal correctionnel de Soleure-Lebern, pour ses stupides et cruelles expériences sur des oiseaux.

Grace à la plainte déposée contre ce chercheur, nous avons pu avoir accès à certaines pièces du dossier. Celles-ci ne mettaient pas seulement en cause les pratiques de ce chercheur, mais aussi les petits arrangements entre l'Office vétérinaire cantonal de Soleure et l'Office vétérinaire fédéral (OVF), lesquels violaient la loi en toute connaissance de cause ! Bien qu'impliqués lors de la procédure pénale, ces deux services administratifs ont pu éviter une condamnation au motif qu'ils n'avaient pas été spécifiquement visés par la plainte. Au final, la condamnation de ces administrations nous importait peu. Le principal étant qu'ils suivent à l'avenir les procédures fixées par la législation et fassent appliquer la loi.

En juillet 2011, à l'occasion de la publication des statistiques annuelles sur l'expérimentation animale en Suisse, l'OVF déclarait l'utilisation d'animaux pour tester des produits cosmétiques, en l'occurrence un nouveau filtre solaire. En cherchant des informations supplémentaires concernant ces expériences, nous avons pu découvrir une fois encore une violation des dispositions légales, tant par le service vétérinaire cantonal que par l'OVF. Violation des dispositions légales dûment décrites dans un règlement cantonal, validé par le Conseil fédéral !

Puisque lors de la procédure pénale à l'encontre du Dr Bize entre 2008 et 2010, la dénonciation des pratiques douteuses de l'administration n'a visiblement pas servi d'exemple à nos autorités cantonales et fédérales, nous avons décidé de déposer, avant la fin de l'année, plusieurs plaintes pénales contre ces services administratifs.

Ceci est le motif de la convocation de l'Assemblée générale extraordinaire du 17 décembre 2011, à 14h00, au siège de la LSCV à Genève, Chemin des Arcs-en-Ciel 3, 1226 Thônex.

Car avant de déposer ces plaintes pénales au nom de la LSCV, et pour nous assurer, dans le cas présent, de notre qualité de plaignant, il est préférable de clarifier nos statuts en conséquence. La modification de nos statuts vise deux objectifs :

- 1) La qualité pour la LSCV de déposer une plainte pénale.
- 2) La défense des intérêts de nos Membres.

Cela étant, nous avons bien conscience qu'organiser une A.G. extraordinaire une semaine avant Noël n'est pas l'idéal. Pour cette raison, vous avez la possibilité de nous faire parvenir votre vote anticipé par courrier, d'ici le 17 décembre 2011. **Il n'est donc pas nécessaire d'être physiquement présent à cette A.G. extraordinaire.** Vous trouverez la convocation et le bulletin à nous retourner en page 32 de ce journal. **N'oubliez pas d'y mentionner votre numéro de Membre**, lequel est inscrit en première ligne de l'adressage de ce journal (p.32).

Dés que la modification des statuts sera validée, notre avocat pourra déposer les plaintes pénales.

Cette fin d'année est aussi l'occasion de vous remercier une fois encore pour votre fidèle et constant soutien, sans lequel aucune de nos actions ne serait possible. Nous vous souhaitons à toutes et à tous d'agréables et heureuses fêtes de fin d'année.

Le Comité

Tanti calorosi auguri per il 2012 ai nostri Soci e simpatizzanti !

Alles Gute zum 2012

Meilleurs Vœux 2012 à tous nos Membres et Sympathisants !

La supprastanza engrazia a ses numerus comembres e simpatisans

Attestations de dons 2011 pour votre déclaration d'impôts

Les dons effectués à LSCV et autres organismes reconnus d'utilité publique peuvent être déduits de votre déclaration d'impôts. Les montants déductibles (généralement à partir de Fr. 100.-) sont variables selon les cantons. La LSCV ne dispose pas d'un système informatique générant automatiquement des attestations de dons. La mise en activité d'un tel système et l'envoi chaque année par courrier d'une dizaine de milliers d'attestations de dons serait trop onéreux à mettre en place, sachant que seule une petite partie de ces attestations seraient utilisées. Par contre, le secrétariat tient à jour une liste de membres ou donateurs souhaitant recevoir une attestation en début d'année. Si vous souhaitez être enregistrés sur cette liste, il suffit de nous envoyer un message ou de nous joindre par téléphone, aux jours et heures mentionnés dans l'impressum.

IMPRESSUM Ligue Suisse Contre la Vivisection

Fondée en 1883, la LSCV est une association conforme à l'art.60 du code civil. Ses buts sont les suivants : Combattre par tous les moyens légaux jusqu'à son abolition totale, la pratique d'expériences médicales, scientifiques, militaires, industrielles ou commerciales sur les animaux vivants (vivisection). Faire reconnaître et encourager financièrement la création et le développement de toute méthode scientifique substitutive et alternative à l'expérimentation animale. Le financement de la LSCV provient uniquement de dons et legs. La LSCV ne reçoit aucune subvention des pouvoirs publics, ce qui lui garantit une totale indépendance. Reconnue d'utilité publique, la LSCV est exonérée d'impôts et les dons d'un montant supérieur à CHF 100.-- qui lui sont adressés sont fiscalement déductibles. Conformément à l'article 19 de ses statuts, la LSCV ne poursuit aucun but lucratif et ses avoirs ne peuvent être employés que pour la réalisation des buts poursuivis.

Publication : Journal édité quatre fois par année. Sauf mention contraire, les articles sont rédigés par la LSCV. **PAO et maquette** : LSCV **Impression** : Atar Roto Presse SA, sur papier recyclé 60 gm² **Comité de rédaction** : Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret

Adresse Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Case postale 148, CH - 1226 Thônex / GE **Le bureau est ouvert du lundi au jeudi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00, le vendredi de 9h00 à 12h00.**

T 022 349 73 37 F 022 349 19 54 - admin@lscv.ch - www.lscv.ch - **Cotisation annuelle des Membres** : Minimum CHF 15.-- **CCP 12-2745-6** - IBAN CH38 0900 0000 1200 2745 6 - BIC POFICHBEXX

Les aliments pour chiens et chats sont élaborés pour répondre aux besoins de nos animaux familiers. Nos compagnons à quatre pattes sont choyés et gâtés par des maîtres qui veulent montrer l'affection qu'ils leur portent par la nourriture qu'ils leur donnent. Les grandes marques l'ont bien compris et en jouent dans leur marketing. De plus en plus d'aliments tout prêts sont mis sur le marché et contribuent au boom des nourritures appelées « premium ». Mais ces nourritures sont-elles à la hauteur de nos espérances ? Et surtout, répondent-elles aux besoins de nos compagnons à quatre pattes, leur assurant la meilleure santé possible sans avoir provoqué de cruelles expériences dans les laboratoires ?



Nourriture pour chiens et chats

Pour notre **bénéfice** ou **Le Leur** ?

Le marché des aliments tout prêts pour chiens et chats est en constante augmentation et ces produits remplissent toujours plus de rayons dans les supermarchés et les animaleries. Ils sont souvent destinés à charmer les propriétaires en humanisant les besoins de nos animaux. Il n'y a qu'à regarder les publicités pour certaines marques. Les recettes proposées sont plus appétissantes pour les humains que pour les principaux intéressés. Ces publicités se veulent aussi culpabilisantes. Pour dire « je t'aime » à notre compagnon à quatre pattes, nous devons lui acheter des aliments tout prêts, vendus en magasins.

Mais est-ce vraiment une preuve d'amour que de le nourrir avec ce type de produits, alors que la plupart d'entre eux contiennent beaucoup d'additifs qui pourraient se révéler nocifs sur le long terme ? Et s'agit-il encore d'une preuve d'amour lorsque notre achat contribue à la commercialisation de produits qui ont fait l'objet d'expériences sur des animaux en laboratoire ?

Des chiens et chats rendus malades artificiellement

Bien sûr, il semble logique de tester de la nourriture pour les chiens sur des chiens. Il serait idiot de la tester sur des humains ! Mais le consommateur sait-il comment les fabricants testent leurs produits sur les animaux ?

Les fabricants possèdent ou travaillent avec des laboratoires dans lesquels des animaux sont détenus et sur lesquels des tests sont effectués. Ces tests sont invasifs et des opérations sont pratiquées avec ou sans anesthésie. Dans le cas des nourritures spéciales prévues par exemple pour chiens âgés, ou avec une insuffisance urinaire, un problème rénal ou hépatique, on provoque par administration de produits chimiques (gavages ou injections) ou par interventions chirurgicales, des lésions aux organes pour induire artificiellement une pathologie. Par la suite, les aliments sont testés pour évaluer leurs effets sur la maladie visée. Ces aliments ne sont pourtant pas

des médicaments, mais généralement de la simple nourriture dont la composition fluctuera selon certains minéraux ou protéines. A l'issue d'études pouvant durer des mois et induire de grandes souffrances, les animaux seront euthanasiés, leurs cadavres analysés. Malheureusement, ces animaux ne souffriront pas seulement des expériences pratiquées sur eux, mais également de leurs conditions de vie misérables. Ils ne connaîtront jamais la liberté, uniquement la terreur de vivre en laboratoire, ne sachant jamais quelle expérience va être pratiquée sur eux ou leurs congénères. Et dire que ces produits sont développés pour des animaux qui seront, eux, choyés et aimés inconditionnellement !

Quels fabricants pratiquent des expérimentations animales ?

Il est difficile de savoir comment ces nourritures sont testées avant d'être mises sur le marché. Nous avons contacté des marques

comme Royal Canin, Pedigree, Hill's et Enova. Aucune n'a voulu répondre, sauf Enova, pour affirmer ne pas se livrer à des expérimentations animales.

Les marques n'ont évidemment pas très envie que les consommateurs découvrent leurs méthodes de recherche. Iams¹ avait toujours déclaré ne pas pratiquer de tests sur les animaux, jusqu'à ce que la vérité éclate. A l'aide d'une caméra cachée, une militante de l'organisme de protection des animaux PETA qui avait été employée durant dix mois par Iams entre 2002 et 2003, dévoilait les méthodes de recherche de cette entreprise. On y voyait des chiens et chats tourner en rond dans des cages grillagées minuscules, des chiens opérés et entassés à même le sol. La publication de plusieurs vidéos² avait provoqué un scandale au Royaume-Uni et aux Etats-Unis. L'Institut pour la Protection des Animaux (API) aux Etats-Unis, avait déjà affirmé en 2001 que Iams pratiquait des expérimentations animales. Mais API dénonçait aussi des marques comme Hill's et Purina. Ceci n'était pas étonnant, puisque les multinationales propriétaires de ces marques, comme Procter & Gamble et Nestlé, font partie des plus importants vivisecteurs avec les industries pharmaceutiques.

Situation actuelle

Aujourd'hui, Iams annonce que les expérimentations animales se pratiquent principalement sur des souris et des rats. Le nombre de chiens et chats utilisés dans ses laboratoires aurait baissé de 70%. Iams prétend agir ainsi pour des questions budgétaires. Mais y a-t-il vraiment un raisonnement éthique lorsqu'il s'agit de remplacer une espèce animale par une autre ? Le seul objectif n'est-il pas d'utiliser des animaux dont on sait que le public est moins sensible à leurs souffrances ?

Visiblement soucieux de son image publique, Royal Canin se veut transparent. Sur son site Internet, la marque vante les qualités de son grand centre dans le sud de la France. Celui-ci détient 160 chiens et 180 chats gardés en captivité, sur lesquels les différentes formes de croquettes seraient testées.

En réalité, Royal Canin ne montre que ce qu'il pense être acceptable pour les consomma-



Images tirées d'une caméra cachée dans les laboratoires de IAMS

teurs. Mais que se passe-t-il à l'intérieur du laboratoire ? En pratique, les études menées sur les animaux se déroulent en plusieurs temps. Dans un premier temps, les animaux sont gardés en chenil et chatterie (ce dont se vante Royal Canin) avec un accès à l'extérieur, où les animaux se nourrissent des croquettes à étudier. Ensuite, il est fort probable qu'ils passeront à l'intérieur du laboratoire, où ils seront détenus dans des cages métaboliques. Il s'agit de cages métalliques, dont le sol grillagé permet de collecter les matières fécales et urinaires pour diverses analyses. Certaines compagnies font ensuite des recherches plus invasives, puis les animaux sont euthanasiés.

Nous avons donc contacté Royal Canin pour leur demander si leurs animaux étaient ainsi mis en « rotation » pour effectuer leurs recherches, mais ils ont préféré ne pas répondre. Nous avons eu l'occasion par la suite de discuter avec une vendeuse en animalerie, qui, au cours de sa formation avait visité les locaux de Royal Canin et donc vu leurs chiens et chats captifs. Elle assurait que les animaux semblaient vraiment heureux, que Royal Canin ne les détenait que pour tester les tailles de croquettes en fonction de la taille de la bouche de l'animal. Si cela devait être vrai, on peut alors se demander pour quelle raison ces prototypes ne sont pas testés chez des éleveurs et des particuliers ? Toute personne qui a visité un chenil sait combien cette expérience peut être stressante pour tout animal qui y réside.

Types d'alimentation industrielle pour les animaux

Lorsque l'on a un chien ou un chat et que l'on veut lui acheter de la nourriture commerciale, trois choix s'offrent au consommateur: croquettes, boîtes et croquettes demi-sèches. Quelle est la meilleure option ?

Les boîtes reviennent cher à l'achat et sont pour la plupart composées d'environ 70% d'eau. Si vous décidez de cuire quelques minutes le contenu d'une boîte, il ne resterait que quelques grammes de nourriture après évaporation !

Les croquettes demi-sèches (principalement pour chiens) sont souvent pleines d'additifs nocifs pour maintenir leur consistance.

Quant aux croquettes, leur qualité varie grandement, ainsi que leur prix d'ailleurs. On pourrait penser que si une marque n'a pas peur de mettre son nom sur un paquet de croquettes, cela veut dire qu'on peut lui faire confiance. Vraiment ? Pour faire le bon choix, ou plutôt le choix le moins nocif pour nos précieux compagnons, il est important de comprendre les étiquettes qui énumèrent les ingrédients. Une fois ces fameux ingrédients décryptés, une frayeur risque de vous parcourir le dos ! Les ingrédients peuvent provenir d'animaux considérés comme toxiques ou impropres à la consommation humaine. Toutes les parties indésirables des animaux sont utilisées, telles que les « sous-produits » qui



sont en fait : le cou, les pieds, les œufs non développés, les intestins (pour la volaille), la tête, la queue, le sang (pour les poissons), les nerfs, le gras, les vaisseaux sanguins (pour les mammifères). Si vous pensez que ces ingrédients sont horribles, lisez la suite ! On y trouve aussi, des poils, du sang vaporisé, des déchets, excréments et litières des animaux utilisés pour la consommation. Cette liste n'est qu'un exemple de ce que l'on peut trouver, elle n'est pas exhaustive. Aux Etats-Unis, du Pentobarbital a été trouvé dans certaines marques de nourritures pour chiens, comme Pro Plan par exemple. Le pentobarbital est une drogue que l'on utilise pour euthanasier les animaux. Les chiens, chats, animaux de zoos ou de laboratoires, servent-ils de nourriture pour nos compagnons à quatre pattes ?

28 marques, 4 fabricants

En observant le tableau ci-dessous, il apparaît clairement que la plupart des marques sont principalement fabriquées par quatre entreprises industrielles. Cela veut-il dire que les ingrédients sont les mêmes ? Selon des analyses effectuées par le magazine 60 millions de consommateurs³, les différences sont minimes et les différences de prix injustifiables.

Les protéines présentes seraient de qualité médiocre quel que soit le prix. Et pour palier à la perte de vitamines pendant la production de la nourriture, les marques rajouteraient de très fortes quantités. Quantités si importantes, qu'une gamme de nourriture a empoisonné plusieurs chiens il y a quelques années. Une quantité de zinc environ 20 fois trop élevée avait été constatée dans les produits mis en vente⁴.

Fabricants	Marques
Friskies / Purina (Nestlé)	Arthurs, Bakers Complete, Bonus, Bonio, Chunky, Felix, Fido, Friskies Petcare, Go Cat, Go Dog, Gourmet, Purina / Purina Pro Plan, Vital Balance
Pedigree (Mars Inc.)	Bounce, Brekkies, Cesar, Chappie, Frolic, James Wellbeloved, Katkins, Kitekat, Pal, Pedigree Chum, Royal Canin, Sheba, Whiskas
Procter & Gamble	Eukanuba, Iams
Colgate Palmolive	Hill's Science Diet

Quelle solution ?

Comment nourrir nos animaux de compagnie sans cautionner des expériences cruelles sur leurs congénères, ni mettre leur santé en danger en les nourrissant avec des produits de mauvaise qualité ?

On peut déjà les nourrir quotidiennement en apprêtant leur repas nous-même. Pour les chiens et chats, il faut éviter certains restes de repas, souvent trop riches en graisses ou contenant des aliments difficilement assimilables, voire toxiques dans certains cas.

Cette façon de faire n'est pas plus onéreuse que d'avoir recours aux aliments industriels, mais nécessite de connaître les besoins nutritifs de son animal.

Il est aussi possible d'avoir recours aux aliments vendus en commerce ou par correspondance, et qui sont agréés « non testés sur les animaux ». Une garantie à 100% ne peut être assurée, mais certaines marques, de par leurs engagements, assurances données et modes de production, peuvent être considérées comme fiables.

¹ La société Iams est présente dans 77 pays avec ses marques Eukanuba MD et Iams MD. Elle dépend du groupe Procter et Gamble depuis 1999. Selon son site internet, sa mission est « d'améliorer le bien-être des chiens et des chats à travers une alimentation et des produits de soins de qualité exceptionnelle ».

² Ces vidéos sont toujours visibles sur Internet sur youtube ou www.petatv.com

³ Mars 2011, numéro 458, 60 millions de consommateurs

⁴ Ann N.Martin, food pets die for, third edition, 2008, Newsage Press



► Septembre 2011 - Rapport sur les résultats de la procédure de consultation

Modification de la loi sur la protection des animaux

Entre le 12 mai 2010 et le 31 août 2010, le Conseil fédéral mettait en consultation ¹ la modification de la loi sur la protection des animaux (LPA), adoptée par le Parlement et entrée en vigueur en septembre 2008.

Les modifications proposées visaient des articles de loi déjà existants pour permettre, par exemple, l'interdiction du transit ou du commerce d'animaux présentant des anomalies génétiques (art.10, al.2 LPA), ou la mise en oeuvre de la motion « Interdire le commerce et l'exportation de peaux de chats » (07.3848) adoptée par le Parlement.

Concernant le domaine de l'expérimentation animale, le projet intégrait aussi de nouvelles dispositions importantes et réclamées depuis de nombreuses années par la LSCV. Il s'agissait notamment de l'art. 20a « Information du public », donnant une base légale au Conseil fédéral pour améliorer la communication et la transparence sur la pratique de l'expérimentation animale, ainsi que l'art. 35b, réglant l'utilisation et l'accès au système d'information électronique relatif aux expériences sur les animaux.

Selon le rapport sur les résultats de la procédure de consultation publié par le Département fédéral de l'économie (DFE) le 16 septembre 2011, le projet a suscité 149 prises de position, provenant de 25 cantons, 8 services cantonaux, 6 partis politiques, 7 organisations faitières, 71 autres organisations, dont la LSCV. 32 organisations, associations et particuliers non inclus dans la procédure ont également exprimé leur avis.

Expérimentation animale - Prise de position par article

Article 20a : De l'information, mais pas pour tout le monde

Art. 20a (nouveau) Information du public

Le Conseil fédéral fixe les modalités de l'information du public en matière d'expérimentation animale.

Le rapport du DFE indique que la teneur de cet article a été le point le plus contesté, des organismes estimant «*que la réglementation proposée ne va pas assez loin, d'autres, au contraire, qu'une réglementation limitative devrait être instaurée*».

Favorables à ce nouvel article, la plupart des organismes de protection des animaux soutiennent «*la volonté d'améliorer la communication et la transparence dans le domaine de l'expérimentation animale*». Par contre, il est reproché à l'article d'être insuffisamment détaillé, «*puisque'il laisse au Conseil fédéral le libre choix des informations qu'il entend rendre publiques*».

Opposés à ce nouvel article, le Conseil des Écoles polytechniques fédérales (CEPF), ainsi que l'université et l'école polytechnique fédérale de Zürich (UNI/ETH). Elles évoquent «*le risque que des adversaires radicaux de l'expérimentation animale, tirant certains projets de leur contexte, les utilisent pour mener des attaques polémiques contre les chercheurs et leurs institutions*». Selon elles, «*la complexité de nombreuses expériences les rend incompréhensibles à la majeure partie du public*». En clair, les contribuables sont des idiots, juste bons à financer leurs expériences et leurs salaires.

Article 35b : De la transparence, mais pas pour tout le monde

Art. 35b (nouveau) Système d'information électronique

¹ La Confédération exploite un système d'information électronique destiné à faciliter la réalisation des tâches légales concernant l'expérimentation animale et les animaleries.

² Dans le cadre de leurs tâches légales, les organes d'exécution peuvent traiter des données personnelles sensibles ainsi que des profils de la personnalité et des profils d'établissements. Ils peuvent accéder à ces données en ligne.

³ Les commissions cantonales pour les expériences sur les animaux peuvent, dans l'accomplissement de leurs tâches légales, avoir accès aux données concernant les demandes d'autorisation déposées dans les autres cantons.

Actuellement, chaque demande d'expérimentation animale est traitée par le canton dans laquelle l'expérience se déroulera. Il est ainsi possible qu'une même expérience se pratique par exemple dans les cantons de Vaud et Zürich, sans que leurs services vétérinaires et commissions cantonales respectifs n'en soient informés. De même, il est aussi possible qu'une expérience utilise par exemple 1000 animaux dans un canton, alors qu'un autre canton en autorise 500 pour une expérience identique. Cette situation, la LSCV l'a dénoncée à plusieurs reprises après avoir comparé entre 2006 et 2007 de nombreuses publications issues des universités suisses. Le résultat avait clairement mis en évidence l'utilisation abusive de milliers d'animaux et la multiplication inutiles de procédures expérimentales. La création de cette base de données est donc importante pour l'information qu'elle offre, mais aussi pour le contrôle qu'elle permet. Si l'accès aux données est ainsi ouvert, il ne sera plus possible à l'autorité cantonale de soustraire au préavis d'une commission, une demande qui lui aura été transmise par un chercheur. Si une telle banque de données existait déjà, les abus des autorités soleuroises en 2006 avec les expériences du Dr Pierre Bize, ou ceux des cantons de Bâle-Ville et Argovie en 2010 avec les expériences pour des cosmétiques n'auraient jamais pu avoir lieu.

Alors évidemment, un tel accès à l'information provoque des sueurs froides aux chercheurs. Parmi les vives oppositions à ce projet, on trouve le CEPF qui « rejette catégoriquement le droit des commissions cantonales à consulter les demandes de pratiquer des expériences sur les animaux déposées dans d'autres cantons. Selon le CEPF, les commissions cantonales ont pour mission première de faire une pesée des intérêts éthiques, au cas par cas et dans chaque situation particulière. Les décisions d'une autre commission cantonale pour des expériences semblables ne sont pas pertinentes ou du moins ne le sont guère. Le CEPF pense que le droit de consulter les demandes d'autorisation dans les autres cantons conduirait à rendre généralement plus stricte la pratique de délivrance des autorisations. Les possibilités de comparaison avec les autres mettraient les commissions cantonales sous pression et les obligeraient à émettre des recommandations ou à prévoir des charges d'un niveau correspondant à celui d'autres autorisations semblables, consultables dans la banque de données. En « lorgnant » ainsi en permanence sur le travail des autres, les membres des commissions cantonales risqueraient de perdre de leur autonomie et la pesée des intérêts risquerait d'être insuffisante ».

Voilà bien la crainte des universités, EPF et laboratoires pharmaceutiques. Que les commissions alibis mises sur pieds par certains cantons, doivent justifier leur inactivité et rendre des comptes. La commission du canton de Genève a été dissoute pour cette raison fin 2008. On attend avec impatience le même sort pour d'autres commissions cantonales. A moins qu'une fois encore, les milieux de la recherche obtiennent satisfaction et vident de sa substance le projet initial.

¹ Voir journal LSCV septembre 2010, ou www.lscv.ch/pages/news/2010/prise_position_lscv_fr.html

► Université de Zürich

6 chiens infectés et tués

Alors que des dizaines de milliers de chiens sont naturellement atteints d'angiostrongylose canine dans les pays européens, des chercheurs n'ont rien trouvé de mieux à faire que d'infecter 6 chiens sains à Zürich.



Pour le Directeur de l'institut de parasitologie de l'université, il n'y aurait « pas suffisamment de chiens infestés en Suisse » et il aurait été impossible de déterminer avec précision à quel moment ils l'ont été.

L'expérience a été dénoncée par le Dr Markus Deutsch, de l'association zurichoise « Médecins pour la protection des animaux en médecine » (Ärztinnen und Ärzte für Tierschutz in der Medizin), qui publie sur son site internet ¹ les informations relatives à cette expérience. On peut y lire que les 6 chiens ont été infectés par voie orale avec des larves du nématode à l'origine de la maladie. Durant trois mois, deux chiens ont été traités avec un médicament, deux autres avec un nouveau composé, les deux derniers chiens n'ont reçu aucun traitement. Les chiens ont ensuite été tués pour des autopsies.

Comment ne pas se scandaliser par la paresse de ces chercheurs qui plutôt que de se déplacer pour étudier des animaux déjà malades, préfèrent gaver à domicile des chiens de parasites pour en étudier ensuite les symptômes et l'effet d'un nouveau composé.

Combien d'autres études aussi scandaleuses se déroulent-elles dans les laboratoires de notre pays ? Selon les chiffres publiés par l'Office vétérinaire fédéral, 3102 chiens ont été utilisés en 2010 pour des expérimentations animales en Suisse.

¹ www.aerztetuertierschutz.ch/de/index.html?id=5&nid=120

L'angiostrongylose canine (*Angiostrongylus vasorum*) est provoquée par un nématode (vers) d'environ 15 mm. Elle sévit dans de nombreux pays, mais le parasite se développe surtout dans les pays à zones tempérées. En Europe, il infeste de nombreuses meutes de chiens et chenils dans le sud-ouest de la France, l'Italie et le Portugal.

Après ingestion du parasite par l'animal, les larves traversent la paroi intestinale puis évoluent et migrent jusqu'au cœur et les poumons, où devenues adultes elles s'accouplent. Les larves issues de l'accouplement peuvent remonter dans le tractus digestif et être excrétées par les selles.

Les symptômes d'infection chez le chien apparaissent progressivement et commencent généralement par des troubles respiratoires, toux et troubles cardiaques. Ensuite l'état de l'animal se détériore. Sans traitement, l'issue peut être fatale. L'angiostrongylose se manifeste aussi sous forme oculaire, rénale, cutanée, parfois digestive.

Compte-rendu de la réunion de l'ECEAE à Varsovie du 27 au 29 octobre 2011

La deuxième réunion annuelle de la Coalition Européenne pour mettre fin à l'Expérimentation Animale (ECEAE) s'est déroulée à Varsovie, capitale de la Pologne, en présence de représentants de la protection des animaux d'une dizaine de pays européens. Maja Schmid y représentait la LSCV. La réunion était organisée par l'association de protection des animaux *Viva Pologne*. Elle s'est tenue durant trois jours dans les locaux de la *Town Hall*, mis gratuitement à disposition par la mairie de Varsovie.

Une partie du meeting a notamment été consacrée au programme REACH et à la nouvelle directive européenne sur l'expérimentation animale 2010/63.

Le programme REACH (Registration, Evaluation, Autorisation and Restriction of Chemicals) concerne le règlement du même nom, adopté par le Parlement européen le 18 décembre 2006 et entré en vigueur le 1^{er} juin 2007. Il vise à évaluer la toxicité des substances chimiques mises sur le marché européen, dont l'importation ou la production est supérieure à une tonne par an. Selon le règlement, si aucune méthode substitutive n'a été validée par les autorités, les tests de toxicité seront exécutés sur des animaux. Ces tests étant les pires que l'on puisse faire subir à un animal, le chiffre de 30'000 animaux nécessaires avait été annoncé pour calmer les critiques et objections. En réalité, on estime aujourd'hui à plusieurs millions, le nombre d'animaux requis pour tester toutes les substances déjà pré-enregistrées. Ce d'autant que REACH semble aussi être le prétexte pour exécuter des tests totalement absurdes. Nous avons appris que des tests sur animaux sont aussi pratiqués sans qu'une substance active ne soit identifiée. Il s'agit par exemple des poussières produites en usine lors d'un processus de fabrication.

En raison de la production et de l'exportation de produits chimiques par des entreprises suisses pour le marché européen, notre pays est aussi lié à l'exécution du programme REACH. Une modification de la loi pour adapter les principes du règlement européen au droit suisse est encore en discussion au sein de l'administration fédérale.

La nouvelle directive européenne sur l'expérimentation animale a été adoptée par le Parlement européen le 8 septembre 2010. Son entrée en vigueur est prévue en 2013. Globalement, le nouveau texte est incontestablement meilleur que l'actuelle Convention qui règle la pratique de l'expérimentation animale depuis la fin des années 1980. Mais au



regard des connaissances actuelles, cette nouvelle directive est une énorme déception, faisant la part belle aux chercheurs. Ce n'est ainsi pas étonnant que la Fédération européenne des associations de l'industrie pharmaceutique (EFPIA) ait «salué l'adoption du texte» qui représente selon elle, «un pas dans la bonne direction». Effectivement, la directive aligne tant d'exceptions possibles aux interdictions décrites, qu'il sera toujours possible d'exécuter tout et n'importe quoi dans les laboratoires européens. Elle autorise aussi des dispositions scandaleuses, comme l'utilisation de chiens et de chats déclarés errants, d'espèces en voie d'extinction ou capturées dans la nature, comme les primates et les grands singes.

Lors de son exposé, le Dr Katy Taylor, biologiste au sein de l'ECEAE, rappelait aussi l'impact négatif qu'aura l'application de la directive sur les pays disposant actuellement de normes plus contraignantes. Il y a un réel risque de voir la protection des animaux reculer dans plusieurs pays comme l'Angleterre. Chaque délégation de l'ECEAE est ainsi engagée pour soutenir l'amélioration des dispositions de la directive, laquelle est actuellement en consultation auprès des pays membres de l'U.E. En Suisse, la pratique de l'expérimentation animale est réglée par la nouvelle loi sur la protection des animaux (LPA) et son ordonnance (OPAn), entrées en vigueur en septembre 2008, ainsi que par deux ordonnances entrées en vigueur en 2010 : l'ordonnance sur l'expérimentation animale et l'ordonnance sur le système informatique de gestion des expériences.



ECEAE

THE EUROPEAN COALITION TO END ANIMAL EXPERIMENTS



**NO
CRUEL
COSMETICS**

Happening devant la *Town Hall*. Six membres de l'ECEAE posent à l'occasion des 125'000 signatures récoltées pour la pétition «Non aux cosmétiques cruels». Celle-ci vise à empêcher le report de la date fixée à 2013, pour l'interdiction définitive en Europe des tests sur les animaux pour les cosmétiques. Nous remercions particulièrement tous nos membres et sympathisants qui ont permis la récolte de plusieurs milliers de signatures en Suisse.

► Suisse - Prise de position de la commission fédérale pour l'expérimentation animale

L'utilisation d'animaux pour l'enseignement doit être réservée aux personnes impliquées dans l'expérimentation animale

Dans sa prise de position du 16 juin 2011, la commission fédérale pour l'expérimentation animale (CFEA) indique que l'utilisation d'animaux vivants dans l'enseignement post-obligatoire doit être réservée uniquement aux personnes impliquées dans l'expérimentation animale. La CFEA se base sur l'ordonnance sur la protection des animaux (OPAn) et la directive 4.02 de l'Office vétérinaire fédéral (OVF), laquelle stipule qu'une expérience éprouvant les animaux dans le but de former du personnel spécialisé, ne peut être exécutée que si elle est absolument indispensable.

« La législation sur la protection des animaux exige l'utilisation de méthodes alternatives si elles permettent d'atteindre le but visé » écrit la CFEA. « En l'occurrence, si les étudiants ne sont pas destinés à pratiquer l'expérimentation animale, des méthodes alternatives doivent être utilisées (par exemple vidéos au lieu d'animaux), faute de quoi, le cours entre en contradiction avec l'un de ses objectifs fondamentaux : sensibiliser l'étudiant au principe des 3R (Réduction, Refinement et Remplacement) ».

A première vue, cette prise de position semble inutile, tant son raisonnement tombe sous le sens. Pourtant, elle était nécessaire en raison d'abus récurrents de la part de nos Hautes Ecoles, Universités en tête. Car la prise de position de la CFEA fait suite à la tentative de l'Université de Lausanne d'introduire des dissections lors de certains cursus d'étude en vue d'obtenir un master. Tentative heureusement contrée, puisque les universités sont maintenant sommées par l'autorité fédérale de limiter l'accès de ces cours aux seules personnes travaillant directement avec des animaux.

Législation non respectée

L'entrée en vigueur en septembre 2008 de la nouvelle législation sur la protection des animaux aurait dû mettre fin à la plupart des dissections et autres exercices inutiles pour la formation des étudiants. Une fois de plus, on se rend compte que la loi est loin d'être appliquée uniformément par tous les cantons. A l'image de l'université de Lausanne, on se rappelle que le précédent vétérinaire cantonal vaudois (qui a quitté ses fonctions fin 2010), déclarait qu'un étudiant qui refusait d'exécuter des dissections, devait changer de cursus. Dés lors, comment imaginer que ladite autorité cantonale applique la législation et impose l'utilisation de méthodes substitutives? Ce d'autant que dans beaucoup

de cas, ces expériences échappent toujours au préavis d'une commission cantonale pour l'expérimentation animale (lire ci-dessous). La situation est d'autant plus écœurante que dans beaucoup de cas, l'utilisation d'animaux pour la formation des étudiants ne répond à aucune nécessité didactique.

Dissections contestées

Il n'y a pas si longtemps, le refus d'exécuter des dissections était sévèrement sanctionné et pouvait signifier la fin d'études de biologie ou médecine pour l'étudiant qui en était l'auteur. Puis l'éthique est passée par là, la prise en compte de la souffrance animale aussi. Vis-à-vis du public, il devenait de plus en plus difficile pour nos universités de justifier l'utilisation d'animaux pour la formation d'étudiants, alors que ceux-ci n'en tireront aucune utilité une fois leurs diplômes en poche. Depuis une dizaine d'années, on a ainsi progressivement vu l'utilisation d'animaux se restreindre d'abord aux enseignements universitaires, puis pour les étudiants des facultés de médecine et biologie. Malgré tout, l'éthique, certains professeurs et chercheurs s'en moquent toujours.



Dissections inutiles Le cas du Professeur Rüegg

En 2004, les anciennes loi et ordonnance sur la protection des animaux étaient encore en vigueur. Celles-ci stipulaient que certaines expérimentations animales, notamment celles visant à tuer des animaux en vue de les disséquer, étaient uniquement soumises à annonce, et non à autorisation cantonale.

C'est dans ce contexte que le Professeur Urs T. Rüegg, enseignant à l'Université de Genève dans la section de pharmacie, sollicitait auprès de l'Office vétérinaire cantonal (OVC) du canton de Genève le 4 juillet 2004, l'autorisation de procéder à des expériences durant trois ans sur 156 grenouilles dans le cadre de travaux pratiques (TP). Le but de ces expériences était d'initier les étudiants en pharmacie aux bases principales de la physiologie et de la pharmacologie. Il s'agissait de travailler sur des cœurs de grenouilles, après euthanasie des animaux.

Représentant de la LSCV au sein de la commission de contrôle de l'expérimentation animale de ce canton, Luc Fournier avait fait opposition à la demande du Prof Rüegg. Avec l'aide de Massimo Tettamanti, responsable scientifique de l'ATRA, un dossier détaillé avait été communiqué à l'autorité cantonale. Il y était démontré que scientifiquement, plus rien ne justifiait l'utilisation d'animaux pour des travaux pratiques. Que les divers modèles alternatifs pouvant être utilisés par les universités étaient performants et peu coûteux. Il existait également des modèles en matières synthétiques reproduisant parfaitement les tissus humains ou les organes et que ceux-ci pouvaient, par exemple, être perfusés. Une liste recensant les nombreuses universités étrangères qui se passaient totalement d'animaux pour former leurs étudiants était également transmise à l'autorité.

Informé de l'opposition à son expérience, le Prof Rüegg avait vivement rejeté les critiques. Il indiquait avoir toujours fait disséquer des animaux à ses étudiants et comptait bien continuer. Il envoyait par la suite un courrier rappelant que ses expériences étaient en gradation 0, que l'autorité ne pouvait s'y opposer.

Estimant que les expériences du Prof Rüegg pouvaient être remplacées par des méthodes

substitutives, l'autorité cantonale, bien qu'elle n'en ait à priori pas la possibilité, refusait le 4 octobre 2004 de délivrer l'autorisation pour pratiquer ces TP. Une dérogation pour l'année académique en cours était consentie à titre exceptionnel, pour l'utilisation de 40 grenouilles en raison de la difficulté à réorganiser d'autres TP.

Le 13 décembre 2004, Luc Fournier interpelait l'Office vétérinaire fédéral par courrier :

« Nous sommes régulièrement confrontés à des annonces d'utilisations d'animaux dans le cadre de travaux pratiques dans l'enseignement. Il apparaît que, dans la plupart des soumissions, une alternative ne nécessitant pas l'utilisation d'animaux aurait pu être proposée. Malheureusement, en raison de la gradation 0 de ces expériences, les services vétérinaires cantonaux n'ont pas la possibilité de soutenir l'utilisation de ces alternatives si les enseignants y sont opposés.

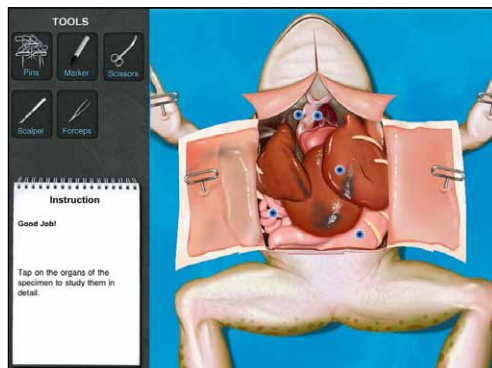
D'un point de vue législatif, il nous semble totalement incohérent qu'une expérience simplement soumise à annonce, doive quand même obtenir une autorisation de l'autorité cantonale, si celle-ci n'a pas la possibilité de la refuser (...). Pour les raisons évoquées précédemment, nous sollicitons votre Office afin qu'il établisse des directives réglementant strictement l'utilisation des animaux en gradation 0 dans l'enseignement ».

Le courrier était également signé par des représentants de protection des animaux des commissions cantonales des expériences sur animaux des cantons de Bâle, Berne, Fribourg, Genève, Neuchâtel, Vaud, Zürich, et par les deux membres de protection des animaux de la commission fédérale.

Le 31 janvier 2005, l'OVF répondait par la négative, au motif que « la législation sur la protection des animaux ne prévoit pas d'obliger un requérant à remplacer une expérience non contraignante par une méthode de substitution sans animaux. Dès lors qu'il n'y a pas de marge interprétative de ces dispositions, nous ne pouvons malheureusement pas répondre à votre souhait d'établir des directives à ce propos ».

Des grenouilles pour sauver l'humanité

Le 1^{er} juin 2005, le Prof Rüegg revenait à la charge avec une nouvelle demande d'utilisation de grenouilles. Il estimait « pédagogiquement plus attrayant pour l'étudiant, de travailler sur du matériel vivant », que ces dissections étaient « la seule opportunité de leur cursus de travailler sur l'animal ». Cet éminent professeur motivait enfin sa demande en annonçant qu'après avoir prélevé le cœur de ces animaux, administré quelques substances à ces organes et observé leurs réactions « l'étude de ces diverses substances pharmacologiques peuvent ouvrir sur de nouvelles approches thérapeutiques (sic !) »



L'utilisation d'animaux pour l'enseignement peut être remplacée. Il existe depuis de nombreuses années des dizaines de programmes informatiques ou modèles synthétiques permettant d'étudier l'anatomie d'animaux et d'exécuter diverses études pédagogiques.

L'autorité cantonale rejetait la demande le 10 juin, rappelant que des alternatives à l'expérimentation animale existaient.

Le 12 juillet 2005, au mépris de toute considération éthique, l'Université de Genève faisait recours contre cette décision. Sollicitée le 22 juillet par le président du Tribunal administratif genevois (TA), l'autorité cantonale justifiait son refus par le fait que le sacrifice de ces grenouilles n'était pas indispensable au motif que des alternatives à l'expérimentation animale existaient. Le travail sur l'animal ne concordait pas non plus avec les futures activités professionnelles des étudiants en pharmacie, de sorte qu'il n'était ni pertinent ni indispensable qu'ils effectuent ce genre de TP lors de leurs formations.

Le 1^{er} novembre 2005, le TA donnait raison à l'Université de Genève, annulait la décision de l'autorité cantonale, et mettait à sa charge un émolument de Fr 2'000.- !

Particulièrement ravi de cette décision, le Prof Rüegg s'empressait de communiquer par mail cette décision à tous les chercheurs et enseignants de l'Université.

Suite au cas Rüegg, l'OVF était à nouveau interpellé sur son inactivité. Le 12 juillet 2006,

cet Office mettait en consultation son projet de révision de l'Ordonnance sur la protection des animaux (OPAn). Conformément à la nouvelle loi votée par le Parlement fédéral en 2005, toute expérimentation animale serait à l'avenir soumise à autorisation. Plus intéressant, l'alinéa I de l'art.179 considérant « contraignante » la mise à mort d'un animal, l'utilisation d'animaux pour la formation des étudiants était ainsi de facto soumise au préavis d'une commission cantonale. Rédigé en l'état, pour autant que les commissions fassent leur travail, il s'agissait de la fin des TP tels qu'envisagés par des enseignants comme le Prof Rüegg.

Le 17 avril 2007, l'OVF publiait son rapport sur les résultats de la procédure relative à l'OPAn. 536 prises de positions étaient parvenues à l'OVF, dont 9 issues des partis politiques, 331 de services publics ou organisations, notamment de protection des animaux, dont la LSCV. L'OVF rapportait que l'article 179, notamment l'alinéa I, avait été vivement contesté par les milieux de la recherche.

Il faudra attendre la publication en avril 2008 de la version finale de l'OPAn pour constater que les partisans de l'expérimentation animale ont été entendus sur toute la ligne. Le descriptif des procédures jugées « contraignantes » pour les animaux était drastiquement réduit. Mais surtout, l'utilisation d'animaux pour l'enseignement échappe au préavis d'une commission cantonale si elle est considérée comme « non contraignante ». C'est le cas des animaux tués dans l'unique but d'être disséqués. Les commissaires doivent donc s'en remettre au bon vouloir des autorités cantonales pour espérer qu'elles fassent correctement leur travail, à savoir interdire l'utilisation d'animaux à chaque fois qu'une méthode substitutive est disponible.

Le 12 janvier 2011, suite à des informations faisant référence à l'utilisation d'animaux pour des TP dans une université, la Ligue a à nouveau interpellé l'OVF pour que toute

Protection de la nature ne signifie pas protection des animaux



Parmi les organismes ayant contesté l'article 179¹ du projet de nouvelle ordonnance, on trouve le lobby habituel de l'expérimentation animale (entreprises pharmaceutiques et universités), les soutiens récurrents aux premiers (Bâle-ville, Fondation GEN SUISSE, Recherche pour la vie, ASSM/SCNAT), mais plus décevant, des organismes comme le KARCH, censé s'occuper de la protection des reptiles et amphibiens de notre pays.

La plainte déposée en 2007 contre le Dr Bize pour ses expériences sur les oiseaux avait mis en lumière les expérimentations animales similaires pratiquées par des chercheurs de la station ornithologique de Sempach. Protection de la nature ne signifie pas protection des animaux. La plupart des organismes regroupant des biologistes et effectuant des études pratiquent des expérimentations animales, bien que ces organismes préfèrent que ces expériences restent méconnues de leurs donateurs.

¹ Devenu l'art.136 dans la version finale de l'OPAn

utilisation d'animaux pour l'enseignement soit soumise au préavis d'une commission cantonale :

« L'art. 18 LPA précise que les demandes visées à l'art.17 doivent être soumises au préavis d'une commission. L'art.17 LPA mentionne notamment les expériences qui causent aux animaux des dommages ou perturbent notablement leur état général. L'art. 136 OPAn précise que les expériences qui causent aux animaux des contraintes, selon l'art.17 LPA, sont celles qui: a) portent atteinte à leur bien-être; g) dans lesquelles des animaux sont soumis à une anesthésie générale.

De notre point de vue, il semble clair qu'un animal euthanasié, même pour un simple prélèvement de tissus, subi une «atteinte à son bien-être» et que l'acte «perturbe notablement son état général» puisqu'on le tue. Ce d'autant que la plupart des sacrifices sont exécutés après que l'animal ait été soumis à une anesthésie générale ».

La réponse du service juridique de l'OVF nous est parvenue le 25 janvier 2011 :

« Les expériences en gradation 0 sont par définition « sans atteinte ». Le prélèvement d'organes ou de tissus après euthanasie sans douleur est généralement admis comme gradation 0. En conséquence l'article 17 LPA n'entre pas en compte ni l'article 139 al.4 et les expériences en gradation 0 sont pas nécessairement à soumettre aux commissions cantonales des expériences sur animaux.

Ceci dit, nous sommes parfaitement conscients, que le principe ci-dessus est plutôt pragmatique que bien fondé et qu'il faudra revoir la mise à mort sous l'angle de la dignité dans l'article 3 LPA. Cela devra se faire dans le cadre de toutes les raisons possibles de mise à mort (abattage, 'animaux surnuméraire', etc.) et en tenant compte du fait que la protection de la vie elle-même n'est pas mentionnée dans l'article 1 LPA ».

Que l'OVF revoie effectivement la mise à mort des animaux et modifie l'OPAn en conséquence paraissait peu probable, étant donné les pressions des milieux de la recherche. Dans l'immédiat, il faut donc favoriser l'addition de dispositions restrictives pour viser la fin de ces inutiles dissections. La prise de position du 16 juin 2011 de la commission fédérale pour l'expérimentation animale est un pas supplémentaire dans cette direction.



L'organisation et le fonctionnement des commissions cantonales sur l'expérimentation animale est fixée par la loi fédérale pour la protection des animaux (LPA) et son ordonnance (OPAn).

Selon l'article 17 LPA, la pratique de l'expérimentation animale et les expériences pouvant causer aux animaux des douleurs, maux, dommages ou les mettre dans un état d'anxiété, doivent être limitées à l'indispensable. Une expérience doit être planifiée de manière à ce que le plus petit nombre d'animaux nécessaire soit utilisé et la contrainte la plus faible possible soit infligée aux animaux (art.137 OPAn). Elle ne peut être autorisée lorsque les contraintes causées aux animaux sont disproportionnées par rapport au bénéfice escompté en termes de connaissances (art.19 LPA).

L'autorité cantonale soumet les demandes d'autorisation pour les expériences sur les animaux à la commission (art.18 LPA), laquelle les examine et lui rend un préavis (art.34 LPA). L'autorité prend sa décision en tenant compte du préavis de la commission. Si sa décision va à l'encontre du préavis, elle en informe la commission en lui faisant part de ses motifs (art.139 OPAn).

La commission participe au contrôle des établissements qui détiennent des animaux destinés à l'expérimentation animale et de l'exécution des expériences (art.34 LPA).

Ses membres doivent justifier quatre jours de formation continue par période de quatre ans (art.149).

Base légale et fonctionnement des commissions cantonales pour l'expérimentation animale

A quoi sert une commission cantonale ? A rien, si le canton décide de mettre sur pied une commission alibi. Car si la loi fédérale oblige les cantons à créer des commissions indépendantes de l'autorité cantonale, elle laisse le soin aux cantons d'établir la base réglementaire qui fixe leur fonctionnement et surtout, la nomination des membres.

Néanmoins, l'entrée en vigueur de la nouvelle ordonnance sur la protection des animaux (OPAn) en septembre 2008, a rendu la tâche plus difficile aux cantons habitués à museler leur commission.

Par dépit, le vétérinaire cantonal neuchâtelois a jeté l'éponge. Lui qui régnait sur sa commission, choisissant soigneusement chacun des membres, s'est vu contraint de dégager avec la nouvelle OPAn. Celle-ci interdit (enfin) à un collaborateur de l'autorité de siéger dans la commission de son canton (art.149, al.1 OPAn). Depuis le temps que la Ligue dénonçait à l'autorité fédérale le cas de vétérinaires cantonaux pilotant leur commission soi disant indépendante, la modification de la législation était attendue. Mouvement d'humeur, le vétérinaire cantonal neuchâtelois a dissout sa commission en 2009 et expédié l'étude des demandes d'expérimentations animales au canton de Vaud.

Quant à la commission fribourgeoise, laquelle noyait son unique représentant de protection des animaux au milieu de cinq membres majoritairement issus de la recherche, elle a aussi dû revoir sa copie. L'art. 34 LPA obligeant les cantons à faire en sorte que la protection des animaux soit « adéquatement représentée », un deuxième siège sera prochainement attribué à un protecteur des animaux.

Mais dans le cas où une commission peut effectuer son mandat de façon correcte, comme à Zurich, Berne ou Genève, elle peut concrètement permettre d'éviter des abus en regard de la législation. L'autorité cantonale ne peut pas délivrer des autorisations d'expériences pour lesquelles aucun contrôle préalable n'a été établi. En cas contraire, elle pourrait être dénoncée par un membre de la commission. Et si la commission n'a pas la faculté d'interdire l'expérimentation animale, puisque la loi l'autorise, elle peut tenter de limiter au maximum l'utilisation d'animaux et leurs souffrances.

Dans le rapport d'activité 2010 de la commission genevoise¹, on peut lire que sur les 107 demandes d'expérimentations animales étudiées par la commission pour un total de 51'875 animaux, « 30 demandes se sont vu imposer une réduction d'animaux. Les autorisations délivrées pour ces 107 demandes totalisaient ainsi 43'489 animaux, soit une diminution de 8'366 animaux par rapport à ceux demandés ».

Conformément à l'art. 34 LPA, la commission participe aussi au contrôle des animaleries. A leur sujet, le rapport indique « 2 rapports d'animaleries ont reçu un avis défavorable et des amendes ont été délivrées par l'autorité cantonale. Il s'agissait de la mise à mort inadéquate d'animaux surnuméraires issus des élevages et de détention d'animaux dans des cages trop petites, sans matériel d'enrichissement et dans des locaux mal ventilés. Ces contrôles sont effectués sans être annoncés ».

De notre point de vue, l'activité des représentants de la protection des animaux au sein de ces commissions cantonales reste importante, raison pour laquelle la Ligue s'efforce d'y placer des délégués. Leurs possibilités d'action sont limitées, souvent nulles. Mais même si aujourd'hui on ne peut éviter qu'à un petit nombre d'animaux de finir leur existence dans un laboratoire, c'est toujours mieux que rien.

¹ http://www.ge.ch/codof/doc/commission_consultative_protection_animaux.pdf



Article publié par SWISSINFO en octobre 2011 sur Ludovic Wiszniewski, CEO de la société Epithelix fondée en 2006. Il est le premier chercheur à être parvenu à maintenir l'épithélium respiratoire humain, vivant, in vitro, durant plus d'une année. Une innovation qui a valu à Epithelix plusieurs récompenses internationales, dont le prix de la Fondation W.A. de Vigier au début de 2011, décerné par la Chambre de commerce franco-suisse pour le Commerce et l'Industrie.

L'homme éprouvette... au secours de l'animal

Pour la plupart des chercheurs, l'expérimentation sur les animaux est un mal nécessaire. Un avis que ne partage pas Ludovic Wiszniewski. Le scientifique a prouvé qu'il existait des alternatives.

swissinfo.ch: En 2010, le nombre d'animaux soumis à des expérimentations a quasiment augmenté de 8% en Suisse, par rapport à 2009. Une évolution quelque peu surprenante, non ?

Ludovic Wiszniewski: Non, pas vraiment. Récemment, de nouvelles entreprises qui pratiquent l'expérimentation animale ont vu le jour. De leur côté, les grands groupes pharmaceutiques ont aussi intensifié la recherche, puisque divers brevets déposés il y a plus de 20 ans arrivent à échéance. A cela s'ajoute que dans les laboratoires universitaires, le nombre de tests transgéniques pratiqués sur des animaux ont eux aussi augmenté.

swissinfo: La tendance observée ces vingt dernières années est néanmoins à la baisse. Entre 1990 et 2010, le nombre d'animaux de laboratoire a diminué de près de 40%. Quels sont les motifs de cette baisse?

L.W.: Il ne s'agit pas d'une véritable diminution à proprement parler. Il y a 20 ans, les études n'étaient pas systématiquement cataloguées et partant, les données ne sont pas si précises. Et puis, diverses entreprises ont commencé à pratiquer leurs expérimentations à l'étranger. C'est notamment, le cas en Chine, où la législation en la matière est moins sévère. Par

ailleurs, il faut reconnaître que la loi a eu pour effet de réduire l'expérimentation animale, en particulier en interdisant le recours à des êtres vivants dans le domaine cosmétique, par exemple. Et enfin, de nouvelles technologies de culture de cellules ont aussi fait leur apparition.

swissinfo: Sur un plan purement technique, l'animal représente-t-il un modèle biologique valable pour l'homme?

L.W.: Non. Plusieurs médicaments ont bien passé les tests pratiqués sur des animaux, mais ont eu un effet catastrophique sur l'homme. Je pense en particulier à un produit mis au point dans le traitement de la leucémie infantile; les enfants soumis à ce traitement mourraient plus rapidement. Ou encore à la thalidomide, un sédatif anti-nauséeux, destiné aux femmes enceintes et retiré de la vente parce qu'il entraînait des malformations du fœtus. Je peux aussi vous citer le Tamoxifène, un contraceptif efficace sur les rats, mais qui a eu un effet diamétralement opposé sur les femmes auxquelles il a été administré. Et puis enfin, n'oubliez pas que le résultat d'un test mené sur les animaux peut aussi dépendre du chercheur. Autrement dit, si l'animal est capable de percevoir l'état d'âme de l'homme (degré de stress), il peut réagir différemment d'un chercheur à l'autre.

swissinfo: Mais l'histoire de la médecine n'est pas faite uniquement d'exemples négatifs...

L.W.: Oui, dans certains domaines, les expérimentations animales ont été utiles. En chirurgie par exemple, où les médecins ont pu opérer sur des cobayes avant d'intervenir sur l'homme. Ou encore, avec l'insuline, découverte sur les chiens et initialement isolée sur les porcs. Il faut néanmoins souligner que les connaissances et les instruments actuels permettent de se passer de l'expérimentation sur des êtres vivants.

swissinfo: Mais alors, pourquoi continue-t-on d'utiliser des animaux?

L.W.: Il y a diverses raisons à cela. En premier



Ludovic Wiszniewski, Samuel Constant et Song Huang, les trois co-fondateurs d'Epithelix

lieu, la loi l'impose. Avant de commercialiser un produit pharmaceutique ou chimique, il faut évaluer son degré de toxicité. Pourtant comme je l'ai dit, les réactions constatées sur l'animal peuvent être différentes de celles de l'homme. Et puis il y a aussi le poids des publications scientifiques. De nombreuses revues spécialisées exigent que des expérimentations sur des animaux aient été pratiquées. Et pour le scientifique, le succès de son travail est directement lié au nombre de publications... C'est un vieux modèle qui persiste, en particulier dans le domaine des expérimentations génétiques.

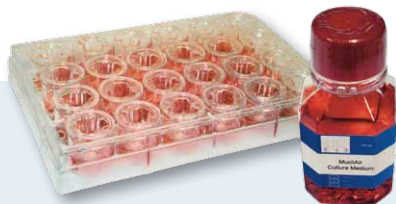
swissinfo: Quelles sont les alternatives possibles à l'expérimentation animale?

L.W.: En premier lieu, les cultures in vitro de cellules humaines. Nous pouvons cultiver des cellules sur un support de plastique ou induire une différenciation, en les plaçant dans des conditions proches de celles présentes dans l'organisme humain. Ainsi, nous sommes en mesure de développer des mini poumons. Et puis il y a un modèle ex vivo: au lieu de sacrifier dix animaux pour une expérimentation, on en utilise un seul, on sectionne l'organe voulu en dix parties et on procède au test. Au final, il y a aussi la modélisation informatique (in silico) qui permet d'établir des prévisions quant à la toxicité.

swissinfo: Est-il imaginable qu'un jour, un organisme humain entier soit disponible... en éprouvette?

L.W.: La plus grande difficulté concerne la durée de vie des cellules. Hors du corps humain, on parvient à les maintenir en vie entre 3 et 4 semaines, soit une durée insuffisante pour reconstruire un organe. Nous-mêmes sommes parvenus à les maintenir en vie pendant une année. Si l'évolution des matériaux de support se confirme, je suis convaincu que nous parviendrons à recréer des organes complets.

Par Luigi Jorio, swissinfo



La LSCV avait soutenu financièrement Epithelix de 2006 à 2008. Aujourd'hui autofinancée, Epithelix réalise un chiffre d'affaire annuel d'un million de francs, réinvesti dans l'entreprise. Ce qui lui évite de recourir à des levées de fonds et assure sa totale indépendance. Epithelix est spécialisée dans le développement de modèles substitutifs dans le domaine des maladies respiratoires. Ces modèles utilisent exclusivement des tissus humains. Ils permettent de supprimer l'utilisation d'animaux pour la recherche médicale ou pour l'exécution de tests de toxicité requis par la législation.

Editorial

Liebe Mitglieder
Liebe Freundinnen und Freunde der Liga
Liebe Leserinnen und Leser

Im März 2010 erreichten wir, dass das Strafgericht Solothurn-Lebern Dr. Pierre Bize wegen seinen dummen und grausamen Versuchen an Vögeln verurteilte. Dank der Klage, die wir gegen diesen Forscher einreichten, erhielten wir Zugang zu gewissen Unterlagen des Dossiers. Diese stellten nicht nur die Vorgehensweisen des Forschers, sondern auch die kleinen Vereinbarungen zwischen dem kantonalen Veterinäramt Solothurn und dem Bundesamt für Veterinärwesen (BVET) in Frage, die in voller Kenntnis der Sachlage gegen das Gesetz verstiesen! Obwohl die beiden Ämter in das Strafverfahren verwickelt waren, konnten sie eine Verurteilung verhindern, da sich die Klage nicht ausdrücklich gegen sie gerichtet hatte. Nun, die Verurteilung dieser Ämter war nicht unser Hauptanliegen. Vielmehr hofften wir, dass sich diese künftig an die gesetzlich vorgeschriebenen Verfahren halten und das Gesetz befolgen.

Als im Juli 2011 die jährlichen Tierversuchsstatistiken in der Schweiz veröffentlicht wurden, meldete das BVET die Verwendung von Tieren für kosmetische Tests, im vorliegenden Falle für einen neuen Sonnenschutzfilter. Wir wollten weitere Informationen zu den entsprechenden Versuchen einholen und entdeckten dabei, dass sowohl das kantonale Veterinäramt als auch das BVET erneut gegen gesetzliche Bestimmungen verstossen hatten. Diese sind in einem kantonalen Reglement ordnungsgemäss beschrieben, welches der Bundesrat als rechtsgültig erklärt hatte.

Die Tatsache, dass wir die zweifelhaften Vorgehensweisen der Verwaltung im Strafverfahren anprangerten, das von 2008 bis 2010 gegen Dr. Bize im Gang war, beeindruckte unsere kantonalen und eidgenössischen Behörden offensichtlich nicht allzu sehr. Somit beschlossen wir, vor Jahresende verschiedene Strafanträge gegen diese Ämter einzureichen.

Wir möchten Sie deshalb am 17. Dezember 2011, um 14 Uhr, zu einer ausserordentlichen Generalversammlung einladen. Sie findet am Sitz der SLGV in Genf, Chemin des Arcs-en-Ciel 3, 1226 Thônex, statt.

Bevor wir im Namen der SLGV Strafanträge einreichen, möchten wir unserer Eigenschaft als Kläger sicher sein. Deshalb müssen unsere Statuten dementsprechend überarbeitet werden. Die Statutenänderung strebt folgende Ziele an:

- 1) Eigenschaft der SLGV, einen Strafantrag einzureichen
- 2) Schutz der Interessen unserer Mitglieder

Wir sind uns vollkommen bewusst, dass die Einberufung einer ausserordentlichen GV eine Woche vor Weihnachten nicht ideal ist. Deshalb haben Sie die Möglichkeit, uns Ihren Stimmentscheid bis am 17. Dezember 2011 schriftlich zukommen zu lassen. **Sie müssen somit nicht unbedingt an dieser ausserordentlichen GV anwesend sein.** Die Einberufung und den Stimmentzettel, den Sie uns zurückschicken sollten, finden Sie auf S. 32 dieser Zeitung. **Vergessen Sie nicht, Ihre Mitgliedsnummer anzugeben.** Diese ist auf der ersten Adresszeile dieser Ausgabe (S. 32) angegeben.

Sobald die Statutenänderung bestätigt ist, kann unser Rechtsanwalt die Strafanträge einreichen.

Diese Zeit am Jahresende gibt uns auch die Gelegenheit, Ihnen wieder einmal für Ihre treue und stete Unterstützung zu danken. Ohne Ihre Hilfe wären unsere Aktionen nicht möglich.

Wir wünschen Ihnen allen angenehme und frohe Festtage.

Der Vorstand

Tanti calorosi auguri per il 2012 ai nostri Soci e simpatizzanti!

Alles Gute zum 2012

Meilleurs Vœux 2012 à tous nos Membres et Sympathisants!

La supprastonza engrazia a ses numerus comembres e simpatisans

Spendenbescheinigung 2011 für Ihre Steuererklärung

Spenden an die SLGV und andere Organisationen von öffentlichem Nutzen können von Ihrer Steuererklärung abgezogen werden. Je nach Kanton sind unterschiedliche Beträge abzugsberechtigt (im Allgemeinen ab Fr. 100.-). Die SLGV verfügt über kein Informatiksystem, welches automatisch Spendenbescheinigungen erzeugt. Die Inbetriebnahme eines solchen Systems und der jährliche Versand von Zehntausenden von Spendenbescheinigungen wären zu kostspielig. Dies insbesondere in Anbetracht der Tatsache, dass nur ein kleiner Teil dieser Bescheinigungen auch tatsächlich verwendet wird. Das Sekretariat führt hingegen eine Liste mit denjenigen Mitgliedern und Gönnern, die Anfang Jahr eine Spendenbescheinigung erhalten möchten. Wenn Sie sich auf einer solchen Liste eintragen wollen, senden Sie uns eine Nachricht oder telefonieren Sie uns zu den im Impressum angegebenen Zeiten.

IMPRESSUM Schweizer Liga gegen Vivisektion

Die 1883 gegründete Schweizer Liga gegen Vivisektion (SLGV) ist ein Verein im Sinne von Art. 60 des Zivilgesetzbuches. Sie verfolgt folgende Ziele: Bekämpfung der Versuche an lebenden Tieren (Vivisektion) im medizinischen, wissenschaftlichen, militärischen, industriellen und gewerblichen Bereich. Die SLGV nutzt dabei alle gesetzlichen Mittel und strebt die Abschaffung der Tierversuche an. Förderung und Finanzierung aller alternativen wissenschaftlichen Methoden, die zur Abschaffung der Tierversuche beitragen. Die SLGV wird ausschliesslich durch Spenden und Legate finanziert. Sie erhält keinerlei Subventionen der öffentlichen Hand und ist somit vollkommen unabhängig. Als gemeinnütziger Verein ist sie von den Steuern befreit. Alle Spenden ab CHF 100.- sind steuerabzugsfähig. Gemäss Art. 19 ihrer Statuten ist die SLGV nicht gewinnorientiert. Ihr Vermögen kann nur für die angestrebten Ziele eingesetzt werden.

Publikation: Vierteljährlich erscheinende Zeitung. Ohne gegenteilige Hinweise wurden die Artikel von der SLGV verfasst. **Desktop Publishing (DTP) und Layout:** SLGV **Druck:** Atar Roto Presse SA, auf Recycling-Papier 60 gm²
Redaktionsvorstand: Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret

Adresse: Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Postfach 148, CH - 1226 Thônex / GE T 022 349 73 37 F 022 349 19 54 - admin@lscv.ch - www.lscv.ch **Das Büro ist von Montag bis Donnerstag von 9.00 – 12.00 Uhr und von 14.00 – 17.00 Uhr sowie am Freitag von 9.00 – 12.00 Uhr geöffnet. Jahresbeitrag für Mitglieder:** mindestens CHF 15.-- **PSchKto 12-2745-6**

IBAN CH38 0900 0000 1200 2745 6 - BIC POFICHBEXXX

Bei der Herstellung von Hunde- und Katzenfutter wird darauf geachtet, dass dieses den Bedürfnissen unserer Haustiere entspricht. Unsere Vierbeiner werden von „Herrchen“ und „Frauchen“ umsorgt und verwöhnt, die ihnen mit der verabreichten Nahrung ihre Zuneigung ausdrücken möchten. Die grossen Marken haben dies bestens verstanden und spielen damit in ihrem Marketing. Immer mehr Fertigfutter wird auf den Markt gebracht und trägt zum Boom des so genannten „Premium“-Futters bei. Entspricht dieses aber wirklich unseren Erwartungen? Und vor allem, entspricht es den Bedürfnissen unserer vierpfötigen Begleiter? Dazu müsste es diesen eine bestmögliche Gesundheit garantieren, ohne dass deswegen grausame Versuche in den Labors durchgeführt werden.



Hunde- und Katzenfutter

Zu unserem Wohl oder zum Wohl der Tiere?

Der Markt mit Fertigfutter für Hunde und Katzen nimmt laufend zu und die Produkte füllen immer mehr Gestelle in den Supermärkten und Tierhandlungen. Die Erzeugnisse sind oft dazu bestimmt, die Besitzer zu entzücken, indem sie die Bedürfnisse unserer Tiere vermenschlichen. Die Werbungen für gewisse Marken illustrieren dies sehr anschaulich. Die angebotenen Rezepturen sind für die Menschen appetitanregender als für die Hauptbetroffenen. Solche Werbung dient zudem dazu, Furcht einzufliessen. Um unseren vierpfötigen Begleitern unsere Liebe auszudrücken, sollen wir ihnen Fertigfutter kaufen, das in den Geschäften erhältlich ist. Handelt es sich aber wirklich um einen Liebesbeweis, wenn wir die Tiere mit solchen Produktarten füttern? Die meisten davon enthalten viele Zusätze, die sich langfristig als schädlich erweisen könnten. Stellt es auch einen Liebesbeweis dar, wenn unser Einkauf zum Vertrieb von Produkten beiträgt, für die an Labortieren Versuche durchgeführt wurden?

Künstlich krank gemachte Hunde und Katzen

Natürlich scheint es logisch zu sein, Hundefutter an Hunden zu testen. Solche Tests an Menschen durchzuführen, wäre idiotisch! Wissen die Konsumentinnen und Konsumenten aber, wie die Hersteller ihre Produkte an den Tieren testen?

Die Hersteller besitzen oder arbeiten mit Labors, in denen Tiere gehalten werden, die für Tests bestimmt sind. Solche Tests sind invasiv und entsprechende Operationen werden mit oder ohne Betäubung durchgeführt. Bei Spezialnahrung für betagte Hunde oder solche mit Blasenschwäche, einem Nierenleiden oder Hepatitis werden durch die Verabreichung chemischer Produkte (Zwangsernährung oder Injektionen) oder durch chirurgische Eingriffe Organe verletzt, um künstlich Krankheiten zu erzeugen. In der Folge wird das Futter getestet, um dessen Auswirkungen auf eine angestrebte Krankheit zu evaluieren. Solches Futter stellt jedoch keine Medikamente, son-

dern im Allgemeinen eine einfache Nahrung dar, deren Zusammensetzung je nach Mineralien oder Eiweissen variieren wird. Nach solchen Untersuchungen, die Monate dauern und mit grossen Leiden verbunden sein können, werden die Tiere eingeschläfert und ihre Kadaver analysiert.

Diese Tiere leiden nicht nur unter den an ihnen durchgeführten Versuchen, sondern auch unter erbärmlichen Lebensbedingungen. Sie erfahren nie was Freiheit bedeutet, sondern kennen nur den Schrecken des Labors, unwissend, welche Versuche an ihnen oder ihren Artgenossen durchgeführt werden. Man bedenke, dass so getestetes Futter für Tiere, die verwöhnt und bedingungslos geliebt werden, entwickelt wurde!

Welche Hersteller führen Tierversuche durch?

Es ist schwierig zu wissen, wie solches Futter getestet wird, bevor es auf den Markt gelangt. Wir haben Marken wie Royal Canin, Pedigree,

Hill's und Enova kontaktiert. Ausser der Firma Enova, die erklärte, keine Tierversuche durchzuführen, wollte keine antworten.

Die Marken hatten natürlich kein Interesse daran, dass die Konsumentinnen und Konsumenten ihre Forschungsmethoden kennen lernen. Iams¹ hatte stets erklärt, keine Tierversuche zu betreiben. Eines Tages kam die Wahrheit aber doch an den Tag. Mit Hilfe einer versteckten Kamera fand eine Aktivistin der Tierschutzorganisation PETA, die von 2002 bis 2003 zehn Monate bei Iams angestellt gewesen war, die Forschungsmethoden dieses Unternehmens heraus. In ihrem Film waren Hunde und Katzen, die sich in winzigen Gitterkäfigen im Kreis drehten, und operierte, auf dem nackten Boden zusammengepferchte Hunde zu sehen. Die Veröffentlichung verschiedener Videos² löste im Vereinigten Königreich und in den Vereinigten Staaten einen Skandal aus. Das amerikanische Animal Protection Institute (API) hatte schon im Jahr 2001 behauptet, Iams würde Tierversuche durchführen. Das API prangerte aber auch Marken wie Hill's und Purina an. Dies war nicht erstaunlich, gehören diese Marken doch Multis wie Procter & Gamble sowie Nestlé. Mit den Pharmagesellschaften zusammen gehören sie zu den wichtigsten Organisationen, die Vivisektion betreiben.

Aktuelle Lage

Inzwischen lässt Iams verlauten, Tierversuche hauptsächlich an Mäusen und Ratten durchzuführen. Die Zahl der in seinen Labors verwendeten Hunde und Katzen soll um 70 % zurückgegangen sein. Iams behauptet, aus ethischen Gründen und nicht um des Budgets willen so vorzugehen. Gibt es aber wirklich eine ethische Begründung, wenn es darum geht, eine Tierart durch eine andere zu ersetzen? Besteht nicht das einzige Ziel darin, Tiere zu verwenden, von denen man weiss, dass die Öffentlichkeit weniger sensibel auf ihre Leiden reagiert? Sichtlich um sein öffentliches Image bemüht, gibt sich Royal Canin transparent. Auf der eigenen Website streicht die Marke die Qualitäten ihres grossen Zentrums in Südfrankreich heraus. Dort werden 160 Hunde und 180 Katzen gefangen gehalten, an denen verschiedene Formen von Kroketten getestet werden sollen.



Fotos einer versteckten Kamera in den Labors von IAMS

In Tat und Wahrheit zeigt Royal Canin nur, was das Unternehmen für die Konsumentinnen und Konsumenten als akzeptabel erachtet. Was geschieht aber innerhalb des Labors? In der Praxis verlaufen die an Tieren durchgeführten Versuche in mehreren Schritten. In einem ersten Schritt werden die Tiere in Hundezwingern oder Katzegehegen mit Auslauf gehalten (womit sich Royal Canin brüstet) und mit den zu testenden Kroketten gefüttert. In der Folge werden sie mit grosser Wahrscheinlichkeit ins Labor gebracht, wo sie in metabolischen Käfigen gehalten werden. Es handelt sich dabei um Metallkäfige, deren Gitterboden es ermöglicht, für verschiedene Analysen Fäkal- und Urinmaterial zu sammeln. Gewisse Unternehmen betreiben anschliessend invasivere Studien, bei denen die Tiere eingeschläfert werden.

Wir wollten von Royal Canin wissen, ob die Tiere bei ihren Forschungen durch verschiedene Stadien «rotieren». Darauf wollte die Firma aber nicht antworten. Später hatten wir Gelegenheit, uns mit einer Verkäuferin in einer Tierhandlung zu unterhalten. Diese hatte im Laufe ihrer Ausbildung die Räumlichkeiten von Royal Canin besichtigt und infolgedessen die gefangenen Hunde und Katzen gesehen. Sie versicherte, die Tiere seien wirklich glücklich und Royal Canin halte sie nur, um die Krokettengrösse der Maulgrösse der Tiere entsprechend zu testen. Sollte dies tatsächlich der Fall sein, kann man sich fragen, aus welchen Gründen solche Prototypen nicht bei den Züchtern und Privatpersonen getestet werden. Wer schon einmal einen Hundezwinger gesehen hat, weiss, mit wie viel Stress eine solche Erfahrung für das darin gehaltene Tier verbunden ist.

Arten von industriellem Tierfutter

Hunde- und Katzenhalter, die für ihrem Vierbeiner Futter kaufen wollen, haben drei Möglichkeiten: Kroketten, Dosen und halbtrockene Kroketten. Welche Lösung ist die beste? Dosen sind teuer und bestehen zu rund 70 % aus Wasser. Wenn Sie einen Doseninhalt einige Minuten kochen würden, blieben nach dem Verdampfen nur wenige Gramm an Futter übrig. Um die Konsistenz halbtrockener Kroketten (hauptsächlich für Hunde) zu bewahren, enthalten diese oft zahlreiche schädliche Zusätze. Bei den Kroketten variieren sowohl Qualität als auch Preise beträchtlich. Nun könnte man glauben, einer Marke, die ihren Namen problemlos auf ein Paket Kroketten druckt, dürfe man vertrauen. Ist dem so? Um für unsere geliebten Gefährten die beste oder vielmehr die am wenigsten schädliche Wahl zu treffen, muss man die Etiketten verstehen, auf denen die Inhaltsstoffe aufgelistet sind. Wenn Sie das Kleingedruckte entziffert haben, läuft Ihnen möglicherweise ein Schauer den Rücken hinunter! Die Inhaltsstoffe können von Tieren stammen, die für den menschlichen Konsum als giftig oder ungeeignet erachtet werden. Alle unerwünschten Teile



von Tieren werden verwendet. Dazu gehören beispielsweise „Subprodukte“ wie Hals, Füsse, nicht entwickelte Eier, Darm (beim Geflügel), Kopf, Schwanz, Blut (bei Fischen), Nerven, Fett und Blutgefässe (bei Säugetieren). Wenn Sie solche Inhaltsstoffe schrecklich finden, so lesen Sie weiter! Enthalten sind auch Haare, verdampftes Blut, Abfälle, Exkremente und Streu für den Konsum verwendeten Tiere. Diese Liste stellt nur ein Beispiel davon dar, was enthalten sein könnte. Sie ist aber nicht erschöpfend.

In den Vereinigten Staaten wurde in gewissen Futtermarken für Hunde wie beispielsweise Pro Plan Pentobarbital gefunden. Dieses ist eine Droge, die verwendet wird, um Tiere einzuschläfern. Dienen die Hunde, Katzen, Zoo- und Labortiere etwa als Futter für unsere vierbeinigen Gefährten?

28 Marken, 4 Hersteller

Aus der unten stehenden Tabelle geht klar hervor, dass die meisten Marken hauptsächlich von vier Industrieunternehmen hergestellt werden. Sind die Inhaltsstoffe somit die gleichen? Gemäss den Analysen, die das Magazin 60 millions de consommateurs³ durchgeführt hat, bestehen nur geringe Unterschiede und die Preisdifferenzen sind somit ungerechtfertigt. Unabhängig vom Preis sollen die vorhandenen Proteine mittelmässig sein. Um den Verlust von Vitaminen während der Futterproduktion zu kompensieren, würden die Hersteller beträchtliche Mengen hinzufügen. Diese sind so gross, dass ein Futtersortiment vor einigen Jahren mehrere Hunde vergiftete. In den im Handel erhältlichen Produkten wurde ein 20 Mal höherer Zinkanteil festgestellt⁴.

Hersteller	Marken
Friskies / Purina (Nestlé)	Arthurs, Bakers Complete, Bonus, Bonio, Chunky, Felix, Fido, Friskies Petcare, Go Cat, Go Dog, Gourmet, Purina / Purina Pro Plan, Vital Balance
Pedigree (Mars Inc.)	Bounce, Brekkies, Cesar, Chappie, Frolic, James Wellbeloved, Katkins, Kitekat, Pal, Pedigree Chum, Royal Canin, Sheba, Whiskas
Procter & Gamble	Eukanuba, Iams
Colgate Palmolive	Hill's Science Diet

Welche Lösung wählen?

Wie sollen wir unsere Haustiere ernähren, ohne die grausamen Versuche an ihren Artgenossen gutzuheissen oder ihre Gesundheit aufs Spiel zu setzen, indem wir diese mit qualitativ minderwertigen Produkten füttern?

Wir könnten sie täglich ernähren, indem wir ihre Mahlzeit selber zubereiten. Bei Hunden und Katzen sind gewisse Essensreste zu vermeiden, die oftmals zu viel Fett oder schwer verdauliche, ja manchmal sogar giftige Stoffe enthalten. Ein solches

Vorgehen ist nicht kostenaufwändiger als industrielles Futter. Die Tierhalter müssen dafür aber die Ernährungsbedürfnisse ihrer Vierbeiner kennen. Möglich ist es auch, im Handel oder via Versand verkauft Futter zu verwenden, das „nicht an Tieren getestet“ ist. Eine 100 % Garantie besteht auch hier nicht. Bestimmte Marken können aber aufgrund ihres Engagements, der erteilten Zusicherungen und ihrer Herstellungsarten als zuverlässig gelten.

¹ Die Firma Iams ist mit ihren Marken Eukanuba MD und IamsMD in 77 Ländern anwesend. Seit 1999 gehört sie zu Procter & Gamble. Ihrer Website gemäss besteht ihr Auftrag darin, „das Wohlbefinden von Hunden und Katzen über eine qualitativ aussergewöhnliche Ernährung mit den entsprechenden Produkten zu gewährleisten“.

² Diese Videos können unter youtube oder www.petatv.com eingesehen werden.

³ März 2011, Nr. 458, „60 millions de consommateurs“

⁴ Ann N. Martin, food pets die for, third edition, 2008, Newsage Press



► September 2011

Bericht zu den Vernehmlassungsergebnissen im Zusammenhang mit dem revidierten **Tierschutzgesetz**

Vom 12. Mai bis am 31. August 2010 führte der Bundesrat ein Vernehmlassungsverfahren zum revidierten Tierschutzgesetz (TSchG) durch¹. Das vom Parlament verabschiedete Gesetz war im September 2008 in Kraft getreten.

Die vorgeschlagenen Änderungen betreffen bereits bestehende Gesetzesartikel. Diese sollen es beispielsweise ermöglichen, die Durchfuhr oder den Handel von Tieren, die genetische Abnormitäten aufweisen (Art. 10, Abs. 2 TSchG), zu verbieten oder die vom Parlament verabschiedete Motion «Verbot des Handels mit Katzenfellen» (07.3848) umzusetzen.

Bezüglich der Tierversuche umfasste das Projekt auch neue wichtige Bestimmungen, welche die SLGV seit vielen Jahren gefordert hatte. Es handelte sich dabei insbesondere um Art. 20a «Information der Öffentlichkeit». Dieser stellte für den Bundesrat die gesetzliche Grundlage dar, um die Kommunikation und Transparenz im Zusammenhang mit Tierversuchen zu verbessern. Von Bedeutung war auch Art. 35b, welcher die Verwendung und den Zugang zum elektronischen Informationssystem bezüglich Tierversuche regelt.

Gemäss dem Bericht zu den Vernehmlassungsergebnissen, die das Eidgenössische Volkswirtschaftsdepartement (EVD) am 16. September 2011 veröffentlichte, gingen zum Projekt 149 Stellungnahmen ein, darunter von 25 Kantonen, 8 kantonalen Amtsstellen, 6 politischen Parteien, 7 Dachverbänden und 71 weiteren Organisationen, darunter der SLGV, sowie von 32 zusätzlichen Organisationen, Verbänden und Privatpersonen die nicht an die Stellungnahme eingeladen waren.

Tierversuche – Stellungnahme pro Artikel

Artikel 20a: Informationen, aber nicht für jedermann

Art. 20a (neu) Information der Öffentlichkeit

Der Bundesrat regelt die Information der Öffentlichkeit über Tierversuche.

Aus dem Bericht des EVD geht hervor, dass der Inhalt dieses Artikels am umstrittensten war: «*Teilweise wird die vorgeschlagene Regelung als zu wenig weitgehend beurteilt, teilweise wird eine einschränkendere gesetzliche Regelung verlangt*».

Für den neuen Artikel sprachen sich die meisten Tierschutzverbände aus. Sie befürworteten «*den Willen zu Verbesserung der Kommunikation und Transparenz im Bereich der Tierversuche*». Hingegen wird die vorgeschlagene Regelung als ungenügend erachtet, da «*sie dem Bundesrat die freie Wahl lasse zu entscheiden, welche Informationen über Tierversuche der Öffentlichkeit zugänglich gemacht werden sollen und welche nicht*».

Gegen den neuen Artikel stellten sich der ETH-Rat sowie die Universität und die Eidgenössische Technische Hochschule (ETH) Zürich. Sie weisen auf die Gefahr hin, dass «*radikale Tierversuchsgegner einzelne Projekte aus dem Zusammenhang reissen und für polemische Angriffe auf Forschende und deren Institutionen verwenden würden*». Und, «*die Komplexität vieler Versuche sei nur für einen kleinen Teil der Bevölkerung verständlich*». Mit anderen Worten – die Steuerzahlenden sind Idioten und gerade gut genug, um ihre Versuche und Löhne zu finanzieren.

Artikel 35b: Transparenz, aber nicht für alle

Art. 35b (neu) Elektronisches Informationssystem

¹ Der Bund betreibt zur Unterstützung der gesetzlichen Aufgaben im Bereich der Tierversuche und Versuchstierhaltungen ein elektronisches Informationssystem.

² Die Vollzugsbehörden dürfen im Rahmen ihrer gesetzlichen Aufgaben besonders schützenswerte Personendaten sowie Persönlichkeits- und Betriebsprofile bearbeiten. Sie können im Abrufverfahren auf diese Daten zugreifen.

³ Die kantonalen Kommissionen für Tierversuche haben zur Erfüllung ihrer gesetzlichen Aufgaben auch Zugriff auf Daten zu Bewilligungsgesuchen aus anderen Kantonen.

Derzeit wird jeder Tierversuchsantrag im Kanton behandelt, in dem der Versuch stattfinden wird. Somit ist es möglich, dass sich der gleiche Versuch beispielsweise in den Kantonen Waadt und Zürich durchführen lässt, ohne dass die jeweiligen Veterinärämter und kantonalen Kommissionen informiert sind. Möglich ist es auch, dass bei einem Versuch in einem Kanton beispielsweise 1000 Tiere verwendet werden, während ein anderer Kanton für denselben Versuch 500 Tiere bewilligt. Auf diese Situation wies die SLGV wiederholt hin, nachdem sie in den Jahren 2006/2007 zahlreiche Publikationen von Schweizer Universitäten miteinander verglichen hatte. Daraus war klar hervorgegangen, dass Tausende von Tieren missbräuchlich verwendet und die Versuchsverfahren unnötig vervielfacht wurden. Diese Datenbank wäre nützlich nicht nur für die einzusehenden Informationen, sondern auch für die Kontrolle die sie ermöglichen würde. Es dürfte daher nicht mehr möglich sein, dass eine kantonale Behörde ein Gesuch welches ihr ein Forscher unterbreitet, einer Tierversuchskommission vorenthält. Hätte so eine Datenbank bereits bestanden, hätten die Solothurner Behörden 2006 ihr Amt in Sachen Experimente von Dr. Pierre Bize nicht missbrauchen, und die Kantone Basel-Stadt und Aargau hätten 2010 die Kosmetikversuche nicht durchführen können.

Ein solcher Zugang zur Information hat natürlich zur Folge, dass es den Forschenden kalt den Rücken herunterläuft. Zu den vehementen Gegnern des Projekts gehört beispielsweise der ETH-Rat, der „das vorgesehene Einsichtsrecht der kantonalen Tierversuchskommissionen in Tierversuchsgesuchen anderer Kantone entschieden ab(lehnt) und beantragt, Absatz 3 ersatzlos zu streichen. Es sei die primäre Aufgabe einer kantonalen Tierversuchskommission, bei einem eingereichten Bewilligungsgesuch für einen Tierversuch für diesen Einzelfall eine ethische Güterabwägung vorzunehmen. Entscheide einer anderen kantonalen Tierversuchskommission für ähnliche Tierversuche seien demnach grundsätzlich gar nicht oder kaum relevant. Zudem geht der ETH-Rat davon aus, dass das Einsichtsrecht zu einer generellen Verschärfung der Bewilligungspraxis führe. Aufgrund der Vergleichsmöglichkeit bestehe für die kantonale Tierversuchskommission der Druck, bei den Empfehlungen und Auflagen nicht unter das Niveau eines ähnlichen in der Datenbank bereits aufgeführten Bewilligungsgesuches zu gehen. Mit dem Schielen auf Empfehlungen anderer Kommissionen und Entscheide anderer Bewilligungsbehörden bestehe die unmittelbare Gefahr, dass die Güterabwägungen nicht mehr eigenständig oder nur unzureichend gemacht würden.“

Die Universitäten, die ETHs und die pharmazeutischen Labors befürchten, dass die Alibikommissionen, welche gewisse Kantone auf die Beine stellen, ihre Untätigkeit rechtfertigen und darüber Bericht erstatten müssen. Die Kommission des Kantons Genf wurde aus diesem Grund Ende 2008 aufgelöst. Wir warten ungeduldig darauf, dass die übrigen kantonalen Kommissionen dasselbe Schicksal erleiden. Es sei denn, die Forscherkreise würden einmal mehr Recht erhalten und es schaffen, das ursprüngliche Projekt seiner Substanz zu berauben.

¹ siehe Zeitung SLGV September 2010 oder www.lscv.ch/de/pages/news/2010/prise_position_slgv_de.html

► Universität Zürich

Sechs Hunde infiziert und getötet

Während sich in den europäischen Ländern Zehntausende von Hunden auf natürliche Weise mit der parasitären Infektion Angiostrongylose anstecken, hatten Forscher der Universität Zürich keine schlauere Idee, als sechs gesunde Hunde mit dieser Erkrankung zu infizieren.



Gemäss dem Leiter des Institutes für Parasitologie gibt es „in der Schweiz nicht genügend befallene Hunde“. Zudem wäre es unmöglich gewesen, den Zeitpunkt der Infizierung genau zu bestimmen.

Auf den Versuch aufmerksam machte Dr. Markus Deutsch, von der Zürcher Vereinigung Ärztinnen und Ärzte für Tierschutz in der Medizin, auf deren Website ¹ der Arzt Informationen zum entsprechenden Experiment veröffentlichte. Diesen ist zu entnehmen, dass sechs Hunde auf oralem Weg mit Nematodenlarven infiziert wurden, welche für die Krankheit verantwortlich sind. Zwei Hunde wurden während drei Monaten mit einem Medikament behandelt. Zwei weitere erhielten eine neue Zusammensetzung verabreicht und bei zwei Hunden wurde auf jegliche Behandlung verzichtet. Anschliessend wurden die Tiere getötet und Obduktionen durchgeführt.

Die Faulheit dieser Forscherinnen und Forscher ist ein echter Skandal. Statt bereits kranke Tiere zu untersuchen, stopfen sie lieber zu Hause Hunde mit Parasiten, um anschliessend die Symptome sowie die Auswirkungen eines neuen Medikaments zu untersuchen. Wie viele andere, ebenso skandalöse Versuche erfolgen wohl in unseren landesweiten Labors? Gemäss den vom Bundesamt für Veterinärwesen (BVET) veröffentlichten Zahlen wurden im Jahr 2010 in der Schweiz 3'102 Hunde für Tierversuche verwendet.

¹ www.aerztefuertierschutz.ch/de/index.html?id=5&nid=120

Die Angiostrongylose bei Hunden (Angiostrongylus vasorum) wird durch einen rund 15 mm grossen Nematoden (Fadenwurm) hervorgerufen. Dieser Parasit wütet in zahlreichen Ländern, entwickelt sich aber insbesondere in Staaten mit gemässigtem Klima. In Europa befällt er zahlreiche Hundemeuten und Hundezwinger, die sich im Südwesten Frankreichs sowie in Italien und Portugal befinden.

Nachdem das Tier den Parasiten mit der Nahrung aufgenommen hat, durchqueren die Larven die Darmwand und begeben sich zum Herzen und zu den Lungen. Dort paaren sich die inzwischen ausgewachsenen Würmer. Die so entstandenen Larven können wieder in den Verdauungstrakt zurückwandern und durch den Stuhlgang ausgeschieden werden.

Die Infektionssymptome erscheinen langsam und beginnen meistens mit Atemproblemen, Husten und Herzbeschwerden. Anschliessend verschlechtert sich der allgemeine Zustand des Tieres. Ohne Behandlung kann sich eine solche Erkrankung als fatal erweisen. Die Angiostrongylose äussert sich auch in Form von Seh-, Nieren-, Haut- und manchmal Verdauungsbeschwerden.

Bericht über das **ECEAE Treffen** in Warschau vom 27. bis am 29. Oktober 2011

Das zweite, halbjährliche Treffen der Europäischen Koalition zur Beendigung von Tierversuchen (ECEAE) hat in Warschau, der Polnischen Hauptstadt, stattgefunden. Daran nahmen Tierschutzdelegierte aus elf europäischen Ländern teil. Maja Schmid vertrat die SLGV. Das Meeting wurde von der lokalen Tierschutzorganisation *Polish Viva!* organisiert und fand in der *Town Hall* statt. Der Saal wurde von den Behörden Warschaus gratis zur Verfügung gestellt.


ECEAE

 THE EUROPEAN COALITION TO
END ANIMAL EXPERIMENTS

Ein Grossteil des Meetings war dem REACH Programme und der neuen europäischen Richtlinie für Tierversuche 2010/63 gewidmet.

Das REACH Programme (Registration, Evaluation, Authorisation and Restriction of Chemicals) betrifft das Reglement welches vom Europäischen Parlament am 18. Dezember 2006 angenommen wurde und am 1. Juni 2007 in Kraft trat. Dabei geht es vor Allem um die Bewertung der Giftigkeit chemischer Substanzen die in Europa erhältlich sind und von welchen die jährliche Produktion eine Tonne übersteigt. Das Reglement schreibt vor, dass, sollte keine gültige und bewilligte Alternativmethode bestehen, diese Tests an Tieren durchgeführt werden müssen. Diese Art von Tests gehört zu den Schlimmsten die man an Tieren ausführen kann. Um die Gemüter zu beruhigen war vorerst von 30'000 Tieren die Rede. In Wirklichkeit spricht man heute jedoch von mehreren Millionen Versuchstieren an denen die bis jetzt registrierten Substanzen getestet werden sollen. Dies umso mehr als REACH auch noch als Vorwand für total absurde Tests vorgeschoben wird. Wir haben erfahren, dass Versuche an Tieren durchgeführt werden, ohne dass vorher eine bestimmte Substanz ausgewiesen wurde. Zum Beispiel kann es sich dabei um Staubpartikel während dem Produktionsvorgang in einer Fabrik handeln.

Aufgrund der Herstellung und des Exports chemischer Produkte in den europäischen Raum durch Schweizer Firmen ist unser Land ebenfalls von der Umsetzung von REACH betroffen. Eine Gesetzesänderung hinsichtlich der Anpassung des schweizerischen Rechts an das europäische Reglement ist bei der Bundesbehörde noch in Diskussion.

Die neue europäische Richtlinie für Tierversuche wurde vom europäischen Parlament am 8. September 2010 angenommen und soll 2012 in Kraft treten. Grundsätzlich ist der neue Text zweifelsohne besser als die noch gültige Konvention welche seit Ende der achtziger Jahre Tierversuche reglementiert.



Vom heutigen Standpunkt des Wissens jedoch ist die neue Richtlinie eine riesige Enttäuschung, da sie vor Allem die Belange der Forscher unterstützt. Daher ist es nicht erstaunlich, dass die European Federation of Pharmaceutical Industries and Associations (EFPIA) den Text «*willkommen*» hiess. Gemäss EFPIA stellt er «*einen Schritt in die richtige Richtung*» dar. Tatsächlich sieht die neue Richtlinie, neben den Verboten, eine solche Fülle von Ausnahmen vor, dass es kein Problem sein dürfte, alles und jedes in europäischen Labors zu testen. Darin enthalten sind so skandalöse Bestimmungen wie die Verwendung von streunenden Hunden und Katzen, von Tieren auf der roten Liste oder solchen die in freier Wildbahn gefangen werden, z.B. Primaten und Menschenaffen.

Während ihrem Referat erwähnte Dr. Katy Taylor, Biologin bei der ECEAE, die negative Wirkung die die Umsetzung der Richtlinie auf Länder mit strengeren Normen haben dürfte. Die Gefahr besteht, dass der Tierschutz in vielen Ländern, wie Grossbritannien, stark verschlechtert würde. Jede Delegation der ECEAE wurde daher angehalten, die von Dr. Katy Taylor vorgeschlagenen Verbesserungen während der Vernehmlassungszeit den Landesregierungen zu unterbreiten.

In der Schweiz werden Tierversuche durch das neue Tierschutzgesetz (TSchG) und die Tierschutzverordnung (TSchV), welche im September 2008 in Kraft traten, sowie von zwei seit 2010 gültigen Verordnungen geregelt: die Tierversuchsverordnung und die Verordnung über das elektronische Informationssystem zur Verwaltung der Tierversuche.



**NO
CRUEL
COSMETICS**

Happening vor der *Town Hall*. Sechs ECEAE Mitglieder posieren zum Anlass der bisher 125'000 gesammelten Unterschriften der Petition «Nein zu Tierqualkosmetik». Mit dieser Petition will verhindert werden, dass das Stichtdatum von 2013 für ein Importverbot in Europa von an Tieren getesteter Kosmetika um weitere 10 Jahre hinausgeschoben wird. Wir bedanken uns bei unseren Mitgliedern und Sympathisanten die mit mehreren tausend Unterschriften zu diesem Erfolg beigetragen haben.

► Schweiz – Stellungnahme der Eidgenössischen Kommission für Tierversuche

Verwendung von Tieren im **Unterricht** nur durch Personen, die mit Tierversuchen zu tun haben

In ihrer Stellungnahme vom 16. Juni 2011 gibt die Eidgenössische Kommission für Tierversuche (EKTV) an, die Verwendung von lebenden Tieren im nachobligatorischen Unterricht müsse Personen vorbehalten bleiben, die mit Tierversuchen zu tun haben. Die EKTV bezieht sich dabei auf die Tierschutzverordnung (TSchV) und die Richtlinie 4.02 des Bundesamtes für Veterinärwesen (BVET). Diese schreibt vor, ein Versuch, bei dem Tiere in ihrem Allgemeinbefinden erheblich beeinträchtigt werden, um Fachpersonal auszubilden, dürfe nur durchgeführt werden, wenn dieser absolut unerlässlich sei.

„Die Tierschutzgesetzgebung fordert die Verwendung von Alternativmethoden, wenn diese erlauben, das angestrebte Ziel zu erreichen“, schreibt die EKTV. „Wenn die Studierenden hingegen nicht dazu bestimmt sind, Tierversuche zu betreiben, sind Alternativmethoden zu verwenden (z.B. Videos anstelle von Tieren). Sollte dies nicht der Fall sein, steht der Kurs im Widerspruch zu einem seiner grundlegenden Ziele: die Studierenden für das 3R-Prinzip zu sensibilisieren (Reduce, Refine, Replace (Vermindern, Verbessern, Vermeiden))“.

Auf den ersten Blick scheint diese Stellungnahme unnützlich zu sein, da sich ihre Begründung von selbst versteht. Trotzdem war sie wegen des häufigen Missbrauchs von Seiten unserer Hochschulen und allen voran der Universitäten nötig. Die Stellungnahme der EKTV erfolgte nämlich, nachdem die Universität Lausanne versucht hatte, bei gewissen Studienlehrgängen, die mit einem Master abschlossen, das Sezieren einzuführen. Der Versuch wurde glücklicherweise vereitelt, da die Universitäten inzwischen von der Bundesbehörde aufgefordert wurden, den Zugang zu diesen Kursen auf Personen zu beschränken, die direkt mit Tieren arbeiten.

Nicht eingehaltene Gesetzgebung

Das Inkrafttreten der neuen Tierschutzgesetzgebung im September 2008 hätte den meisten Sezierungen und anderen Versuchen, welche für die Ausbildung der Studierenden unnötig sind, ein Ende bereiten sollen. Einmal mehr zeigt sich jedoch, dass das Gesetz weit davon entfernt ist, von allen Kantonen gleich angewandt zu werden. Was die Universität Lausanne angeht, so erklärte der vorherige Waadtländer Kantonsveterinär (der Ende 2010 von seinem Amt zurücktrat), Studenten, die das Sezieren verweigern würden, sollten einen anderen Lehrgang belegen. Angesichts solcher Bemerkungen ist nur schwer vorstellbar, dass die besagte kantonale Behörde die Gesetz-

gebung anwendet und eine Verwendung von Alternativmethoden vorschreibt. Dies umso mehr, da viele Versuche ohne einen Antrag an die kantonale Kommission für Tierversuche durchgeführt werden (siehe unten stehend). Die Situation ist umso erschreckender, da die Verwendung von Tieren für die Ausbildung von Studenten in vielen Fällen keiner didaktischen Notwendigkeit entspricht.

Umstrittenes Sezieren

Wer sich weigerte, am Sezieren teilzunehmen, wurde vor noch nicht allzu langer Zeit hart bestraft. Ein solches Verhalten konnte für die jeweiligen Studenten das Ende eines Biologie- oder Medizinstudiums bedeuten. Später war man bezüglich der Ethik und des Leidens der Tiere ein Stück weiter. Gegenüber der Öffentlichkeit hatten unsere Universitäten immer mehr Mühe, die Verwendung von Tieren für die Ausbildung von Studierenden zu rechtfertigen. Wenn diese ihr Diplom in der Tasche hatten, zogen sie keinerlei Nutzen aus solchen Versuchen. Seit rund zehn Jahren lässt sich feststellen, wie sich die Verwendung von Tieren zuerst auf den Hochschulunterricht und anschliessend auf die Studierenden der Medizin- und Biologiefakultät beschränkte. Trotzdem setzen sich gewisse Professoren und Forscher noch immer über ethische Aspekte hinweg.



Unnötiges Sezieren Der Fall von Prof. Rüegg

Im Jahr 2004 waren das ehemalige Tierschutzgesetz und die entsprechende Verordnung noch in Kraft. Diese schrieben vor, dass gewisse Tierversuche und insbesondere diejenigen, die auf das Töten von Tieren zum Sezieren abzielten, bloss angekündigt werden mussten. Eine kantonale Bewilligung war nicht erforderlich.

In diesem Zusammenhang beantragte Prof. Urs T. Rüegg, der an der Universität Genf Pharmakologie unterrichtet, am 4. Juli 2004 beim kantonalen Veterinäramt des Kantons Genf eine Bewilligung, um während drei Jahren im Rahmen praktischer Arbeiten an 156 Fröschen Tierversuche durchführen zu können. Diese sollten dazu dienen, die Pharma-Studierenden in die wichtigsten Grundlagen der Physiologie und Pharmakologie einzuführen. Es ging darum, die Tiere zu töten und anschliessend mit ihren Herzen zu arbeiten.

Als Vertreter der SLGV innerhalb der Genfer Kommission zur Kontrolle von Tierversuchen legte Luc Fournier Einspruch gegen den Antrag von Dr. Rüegg ein. Mit Hilfe von Massimo Tettamanti, einem wissenschaftlichen Verantwortlichen der ATRA, wurde der kantonalen Behörde ein ausführliches Dossier zugestellt. Dieses zeigte auf, dass sich die Verwendung von Tieren für praktische Arbeiten wissenschaftlich in keiner Weise mehr rechtfertigen liess, und dass tierversuchsfreie Methoden, die leistungsfähig und kostengünstiger sind, zur Verfügung stehen. Ebenfalls sind synthetische Modelle, welche menschlichem Gewebe oder Organen perfekt nachgebildet sind, vorhanden die, z.B. an den Tropf gelegt werden können. An die Behörde weitergeleitet wurde zudem eine Liste, welche zahlreiche ausländische Universitäten umfasste, die bei der Ausbildung ihrer Studierenden vollumfänglich auf Tiere verzichteten.

Über den Einspruch gegen den Versuch informiert, lehnte Prof. Rüegg jegliche Kritik vehement ab. Er berief sich darauf, er habe seine Studenten immer Tiere sezieren lassen und wolle dies auch weiterhin tun. In der Folge sandte er ein Schreiben, in dem er darauf hinwies, die Versuche seien unter Grad 0 einzuordnen und die Behörde könne nichts dagegen einzuwenden haben. Die kantonale Behörde war der Ansicht, die Versuche von Dr. Rüegg liessen sich durch Alter-

nativmethoden ersetzen. Obwohl sie a priori nicht die Möglichkeit hatte, weigerte sie sich am 4. Oktober 2004, die Bewilligung für die entsprechenden praktischen Arbeiten zu erteilen. Für das laufende akademische Jahr wurde eine Ausnahme bewilligt. Da es schwierig war, andere praktischen Arbeiten zu organisieren, durften ausnahmsweise 40 Frösche verwendet werden.

Am 13. Dezember 2004 wandte sich Luc Fournier mit einem Schreiben an das Bundesamt für Veterinärwesen (BVET):

„Wir werden regelmässig mit der Ankündigung zur Verwendung von Tieren im Rahmen praktischer Arbeiten im Unterricht konfrontiert. Wie es den Anschein macht, hätte in den meisten Fällen eine Alternative angeboten werden können, die keine Verwendung von Tieren erforderte. Da es sich bei den Versuchen um Grad 0 handelt, haben die kantonalen Veterinärämter leider nicht die Möglichkeit, die Verwendung dieser Alternativen zu unterstützen, wenn sich die Lehrkräfte dagegen sträuben.“

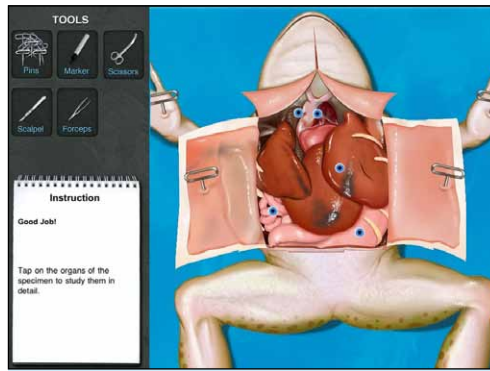
Vom gesetzlichen Standpunkt aus gesehen scheint es uns völlig unverständlich, dass ein Versuch, für den nur eine Ankündigung erforderlich ist, trotzdem einer Bewilligung der kantonalen Behörde bedarf, wenn diese nicht die Möglichkeit hat, das Experiment zu verweigern (...). Aus den vorgängig erwähnten Gründen bitten wir Ihr Amt, Richtlinien zu erstellen, welche die Verwendung von Tieren bei Schweregrad 0 im Unterricht regeln.“

Das Schreiben war auch von Vertretern der Tierschutzverbände, die den Tierversuchskommissionen der Kantone Basel, Bern, Freiburg, Genf, Neuenburg, Waadt und Zürich angehörten, sowie von den beiden Tierschutzmitgliedern der Eidgenössischen Kommission unterzeichnet.

Am 31. Januar 2005 lehnte das BVET den Antrag mit folgender Begründung ab: *„Die Tierschutzgesetzgebung sieht es nicht vor, einen Antragsteller zu verpflichten, einen nicht belastenden Versuch durch eine Alternativmethode ohne Tiere zu ersetzen. Da für diese Bestimmungen somit kein Interpretationsspielraum besteht, können wir leider nicht auf Ihren Wunsch eintreten, entsprechende Richtlinien zu erlassen.“*

Frösche, um die Menschheit zu retten

Am 1. Juni 2005 stellte Prof. Rüegg, der nicht locker liess, erneut einen Antrag, um Frösche zu verwenden. Er hielt es *„in pädagogischer Hinsicht attraktiver für die Studierenden, an lebendem Material zu arbeiten“*. Sezieren stelle *„die einzige Gelegenheit in ihrem Lehrgang dar, an Tieren zu arbeiten“*. Der hochdotierte Professor begründete seinen Antrag damit, dass, nachdem den Tieren die Herzen entfernt und die Reaktion auf verschiedene, beigefügte Substanzen studiert würde, dies zu *«neuen therapeutischen Wegen dank dieser Substanzen führen dürfte (sic!)»*.



Zur Verwendung von Tieren für den Unterricht liegen Alternativmodelle vor. Seit vielen Jahren bestehen Dutzende von Computerprogrammen oder synthetischen Modellen, die es ermöglichen, die Anatomie der Tiere zu untersuchen und verschiedene pädagogische Studien durchzuführen.

Die kantonale Behörde lehnte den Antrag am 10. Juni ab und verwies auf die bestehenden Alternativen zu Tierversuchen.

Ungeachtet jeglicher ethischer Erwägungen legte die Universität Genf am 12. Juli 2005 gegen den Entscheid Rekurs ein. Am 22. Juli forderte der Präsident des Genfer Verwaltungsgerichts die kantonale Behörde zu einer Stellungnahme auf. Diese begründete ihren Schritt damit, die Frösche müssten nicht unbedingt geopfert werden, da Alternativmethoden bestehen würden. Die Arbeit an Tieren stimme auch nicht mit den künftigen beruflichen Aktivitäten der Pharmastudenten überein. Somit sei es weder sachdienlich noch unerlässlich, sie im Rahmen ihrer Ausbildungen solche praktische Arbeiten absolvieren zu lassen.

Am 1. November 2005 gab das Verwaltungsgericht der Universität Genf Recht, hob den Beschluss der kantonalen Behörde auf und auferlegte ihr eine Gebühr von Fr. 2'000.-. Der über den Entscheid sehr erfreute Prof. Rüegg teilte diesen per E-Mail umgehend allen Forschenden und Lehrkräften der Universität mit.

Nach dem Fall Rüegg wurde das BVET erneut auf seine Untätigkeit angesprochen. Am 12.

Juli 2006 schickte das Amt seinen Revisionsentwurf zur Tierschutzverordnung (TSchV) in die Vernehmlassung. Gemäss dem neuen Gesetz, welches das Eidgenössische Parlament 2005 verabschiedet hatte, sollte für jegliche Tierversuche künftig eine Bewilligung erforderlich sein. Eine noch interessantere Auswirkung sollte sich jedoch im Zusammenhang mit Art. 179 Abs. I ergeben, der das Töten eines Tieres als „belastend“ betrachtet. De facto sollte für die Verwendung von Tieren zur Ausbildung Studierender somit künftig eine Bewilligung einer kantonalen Kommission erforderlich sein. Sofern die Kommissionen ihre Arbeit leistet, bedeutete dies für die praktischen Arbeiten, wie sie Lehrkräfte wie Prof. Rüegg durchführten, das Aus.

Am 17. April 2007 veröffentlichte das BVET seinen Bericht über die Vernehmlassungsergebnisse zur TSchV. Beim Amt waren 536 Stellungnahmen eingegangen, darunter 9 von politischen Parteien und 331 von öffentlichen Dienststellen oder Organisationen insbesondere aus Tierschutzkreisen. Dazu gehörte auch die SLGV.

Das BVET berichtete, dass Art. 179 und insbesondere Absatz I von den Forscherkreisen stark angefochten wurden.

Bei der Veröffentlichung der Schlussversion der TSchV im April 2008 zeigte sich, dass die Befürworter der Tierversuche auf der ganzen Linie angehört wurden. Die Beschreibung von Tierversuchen, die für Tiere als „belastend“ gelten, wurde drastisch gekürzt. Insbesondere war aber für die Verwendung von Tieren im Unterricht kein Antrag einer kantonalen Kommission mehr erforderlich, wenn diese als „nicht belastend“ erachtet wurde. Dies trifft bei Tieren zu, die einzig zum Sezieren getötet werden. Die Mitglieder der Kommissionen sind somit auf den Goodwill der kantonalen Behörden angewiesen und müssen hoffen, dass sie ihre Arbeit korrekt leisten und die Verwendung von Tieren jedesmal verbieten, wenn eine Alternativmethode zur Verfügung steht.



Naturschutz bedeutet nicht Tierschutz

Zu den Organisationen, welche Art. 179¹ des Entwurfs der neuen Verordnung anfechten, gehört auch die übliche Tierversuchslobby (Pharmaunternehmen und Universitäten) und diejenigen, welche diese häufig unterstützen (Basel-Stadt, Stiftung GEN SUISSE, Forschung für Leben, SAMW/SCNAT), aber auch Organisationen wie KARCH, die sich für den Reptilien- und Amphibienschutz in unserem Land einsetzen.

Im Zusammenhang mit der Beschwerde, die sich im Jahr 2007 gegen Dr. Bize wegen seinen Versuchen an Vögeln richtete, hatte sich gezeigt, dass die Forscher der Vogelwarte Sempach ähnliche Versuche durchführten. Naturschutz bedeutet nicht automatisch Tierschutz. Die meisten Organisationen, denen Biologen angehören und die Studien betreiben, führen Tierversuche durch. Gleichzeitig ist es ihnen aber lieber, dass ihre Spenderinnen und Spender nicht von diesen Versuchen erfahren.

¹ In der Schlussversion der TSchV wurde dieser zu Art. 136.

Aufgrund von Informationen, die sich auf die Verwendung von Tieren im Rahmen praktischer Arbeiten an einer Universität bezogen, wandte sich die Liga am 12. Januar 2011 erneut an das BVET. Sie forderte, dass für jegliche Verwendung von Tieren für den Unterricht der Antrag einer kantonalen Behörde erforderlich sein soll:

„Wie Art. 18 TSchG besagt, ist für Gesuche im Sinne von Art. 17 das Bewilligungsgesuch einer kantonalen Kommission für Tierversuche zu unterbreiten. Unter Art. 17 TSchG werden insbesondere Versuche erwähnt, die dem Tier Schäden zufügen oder sein Allgemeinbefinden erheblich einschränken.“

Art. 136 TSchV hält fest, dass belastende Tierversuche nach Art. 17 TSchG solche sind, in deren Rahmen a) das Wohlergehen der Tiere beeinträchtigt wird; g) Tiere einer Allgemeinanästhesie unterzogen werden. Von unserem Standpunkt aus gesehen, scheint es klar zu sein, dass das Wohlergehen eines eingeschlaferten Tieres, auch wenn dies nur für eine bloss Gewebeentnahme erfolgt, „beeinträchtigt“ wird und dieser Vorgang „sein Allgemeinbefinden erheblich einschränkt“, da das Tier ja getötet wird. Dies zumal, da die meisten Opfer erfolgen, nachdem das Tier einer Vollnarkose unterzogen wurde“.

Am 25. Januar 2011 erhielten wir eine Antwort des Rechtsdienstes des BVET:

„Die Versuche mit Schweregrad 0 gelten als solche „ohne Belastung“. Organ- oder Gewebeentnahmen nach einer schmerzfreien Euthanasie fallen allgemein unter Schweregrad 0. Somit werden weder Art. 17 TSchG noch Art. 139 oder Art. 4 berücksichtigt und die Versuche mit Schweregrad 0 sind nicht unbedingt den kantonalen Kommissionen für Tierversuche zu unterbreiten. Wir sind uns bewusst, dass dieses Prinzip eher pragmatisch als gut begründet ist und dass das Töten aus Sicht der Ethik gemäss Art. 3 des TSchG überdacht werden sollte. Dies soll im Rahmen aller möglichen Tötungsgründe (Schlachten, «überzählige Tiere» usw.) und unter Berücksichtigung der Tatsache erfolgen, dass der Schutz des Lebens selber unter Art. 1 TSchG nicht aufgeführt wird.“

Angesichts des Drucks, den die Forscherkreise ausüben, scheint es wenig wahrscheinlich zu sein, dass das BVET die Tötung von Tieren tatsächlich überdenkt und die TSchV entsprechend abändert. Zum jetzigen Zeitpunkt sind somit weitere einschränkende Bestimmungen zu befürworten, die dem unnötigen Sezieren ein Ende bereiten. Die Stellungnahme vom 16. Juni 2011 der Eidgenössischen Kommission für Tierversuche (EKTV) stellt einen weiteren Schritt in diese Richtung dar.

Das Tierschutzgesetz (TSchG) und die Tierschutzverordnung (TSchV) regeln die Organisation und Betriebsweise der kantonalen Tierschutzkommissionen.

Gemäss Art. 17 TSchG sind Tierversuche, die dem Tier Schmerzen, Leiden oder Schäden zufügen oder es in Angst versetzen, auf das unerlässliche Mass zu beschränken. Ein Tierversuch muss so geplant werden, dass die kleinste notwendige Anzahl Tiere eingesetzt und die geringstmögliche Belastung der Tiere angestrebt wird (Art. 137 TSchV). Er kann nicht bewilligt werden, wenn die damit für das Tier verbundenen Belastungen gemessen am erwarteten Kenntnissgewinn unverhältnismässig sind (Art. 19 TSchG).

Die zuständige kantonale Behörde unterbreitet Bewilligungsgesuche für Tierversuche der kantonalen Kommission für Tierversuche (Art. 18 TSchG), welche diese prüft und Antrag an die Bewilligungsbehörde stellt (Art. 34 TSchG). Die Behörde trifft ihren Beschluss, indem sie den Antrag der Kommission berücksichtigt. Entscheidet die kantonale Behörde gegen den Antrag, so begründet sie dies gegenüber der Kommission (Art. 139 TSchV). Die Kommission wird für die Kontrolle der Versuchstierhaltung und der Durchführung der Versuche beigezogen (Art. 34 TSchG). Ihre Mitglieder müssen sich innerhalb von vier Jahren über vier Tage Weiterbildung ausweisen (TSchV Art.149).

Gesetzliche Grundlage und Funktionsweise der kantonalen Tierversuchskommissionen

Wozu dient eine kantonale Kommission? Zu überhaupt nichts, wenn der Kanton beschliesst, nur eine Alibikommission auf die Beine zu stellen. Das eidgenössische Gesetz zwingt die Kantone zwar dazu, von der kantonalen Behörde unabhängige Kommissionen zu bilden. Gleichzeitig ist es aber Sache der Kantone, die reglementarischen Grundlagen zu erstellen, welche die Betriebsweise und insbesondere die Ernennung der Mitglieder betreffen.

Trotzdem erschwerte das Inkrafttreten der neuen Tierschutzverordnung (TSchV) im September 2008 die Aufgabe der Kantone. Diese waren sich gewohnt, ihre Kommission mundtot zu machen.

Verärgert warf der Neuenburger Kantonsveterinär das Handtuch. Bis zu diesem Zeitpunkt hatte er über seine Kommission regiert und jedes Mitglied sorgfältig ausgewählt. Nun sah er sich gezwungen, mit der neuen TSchV klar zu kommen. Diese verbietet es einem Behördenmitglied (endlich), der Kommission seines Kantons beizutreten (Art. 149, Abs. 1 TSchV). Seit die Liga die eidgenössische Behörde auf Kantonsveterinäre aufmerksam gemacht hatte, die ihre so genannt unabhängige Kommission lenkten, war diese Gesetzesänderung erwartet worden. Aus einer Laune heraus löste der Neuenburger Kantonsveterinär seine Kommission 2009 auf und beauftragte den Kanton Waadt mit der Prüfung von Tierversuchsanträgen.

Auch die Freiburger Kommission, die ihrem einzigen Tierschutzvertreter fünf Mitglieder entgegensetzte, die hauptsächlich aus der Forschung stammten, musste ihre Hausaufgaben noch einmal machen. Da die Kantone aufgrund von Art. 34 TSchG gewährleisten müssen, dass die Tierschutzorganisationen „angemessen vertreten“ sind, wird demnächst ein zweiter Sitz einem Tierschützer zugewiesen.

In Fällen wie Zürich, Bern oder Genf, in denen eine Kommission ihren Auftrag auf korrekte Weise wahrnehmen kann, kann sie konkret dazu beitragen, gesetzliche Missbräuche zu verhindern. Die kantonale Behörde kann keine Versuchsbewilligungen erteilen, ohne dass vorgängig eine entsprechende Kontrolle erfolgte. Wäre dies nicht der Fall, könnte die Behörde von einem Kommissionsmitglied angezeigt werden. Wenn die Kommission nicht die Befugnis hat, Tierversuche zu verbieten, weil das Gesetz diese erlaubt, kann sie zumindest versuchen, die Verwendung von Tieren und deren Leiden möglichst einzuschränken.

In ihrem Tätigkeitsbericht 2010 teilte die Genfer Kommission (1) mit, 107 Tierversuchsanträge für insgesamt 51'587 Tiere geprüft zu haben. *„Bei dreissig Anträgen wurde eine Reduktion der Tiere gefordert. Die für die 107 Anträge erteilten Bewilligungen betrafen somit insgesamt 43'489 Tiere. Dies sind 8'366 Tiere weniger als beantragt.“*

Gemäss Art. 34 TSchG beteiligt sich die Kommission auch an der Kontrolle von Versuchstierhaltungen. Diesbezüglich heisst es im Bericht wie folgt: *„Zwei Versuchstierhaltungen wurden negativ beurteilt und die kantonale Behörde erteilte entsprechende Bussen. Es handelte sich dabei um die unangemessene Tötung überzähliger Tiere aus Zuchtbetrieben sowie Tierhaltungen wo die Käfige zu klein und ohne Anreicherungsmaterial und die Räume schlecht ventiliert waren. Diese Kontrollen wurden ohne Ankündigung durchgeführt.“*

Von unserem Standpunkt aus gesehen üben die Tierschutzvertreter innerhalb dieser kantonalen Kommissionen auch weiterhin eine wichtige Tätigkeit aus. Deshalb bemüht sich die Liga, ihre Delegierten dort unterzubringen. Deren Handlungsmöglichkeiten sind aber oftmals beschränkt oder nahezu gleich Null. Auch wenn es heutzutage nur einer kleinen Anzahl Tiere erspart werden kann, ihr Leben in einem Labor zu beschliessen, ist dies immer noch besser als gar nichts.

¹ http://www.ge.ch/codof/doc/commission_consultative_protection_animaux.pdf



Von SWISSINFO im Oktober 2011 veröffentlichter Artikel über Ludovic Wiszniewski, CEO der Firma Epithelix. Als erster Forscher schaffte er es, das menschliche respiratorische Epithel während über einem Jahr in vitro am Leben zu erhalten. Diese Neuerung brachte Epithelix verschiedene internationale Auszeichnungen ein. Dazu gehörte Anfang 2011 der Preis der W.A. de Vigier Stiftung, den der Französisch-Schweizerischen Handels- und Industriekammer verleiht.

Es gibt Alternativen zu Tierversuchen

Die Bilder von leidenden Hunden und Affen in Tierversuchslabors erschüttern die öffentliche Meinung. Für Forscher sind Tierversuche jedoch ein notwendiges Übel. Anderer Meinung ist Ludovic Wiszniewski, der erfolgreich Alternativen erforscht hat.

swissinfo.ch: Im Jahr 2010 hat die Anzahl von Tieren, die für Laborversuche in der Schweiz verwendet wurden, gegenüber dem Vorjahr um 8% zugenommen. Eine überraschende Entwicklung?

Ludovic Wiszniewski: Nein. Kürzlich sind neue Unternehmen entstanden, die Tierversuche praktizieren. Und die Pharmakonzerne haben ihre Forschung intensiviert, weil verschiedene, vor 20 Jahren hinterlegte Patente auslaufen. Dazu kommt, dass in den Universitätslabors die transgenetischen Tierversuche zugenommen haben.

swissinfo.ch: Trotzdem, die Tendenz ging in den letzten 20 Jahren zurück. Zwischen 1990 und 2010 hat die Anzahl von Labor-tierversuchen um rund 40% abgenommen. Was sind die Gründe dafür?

L.W.: Es handelt sich nicht um eine wirkliche Abnahme. Vor 20 Jahren wurden die Studien noch nicht systematisch erfasst, deshalb sind die Zahlen nicht exakt. Dazu kommt, dass mehrere Unternehmen begonnen haben, ihre Tierversuche im Ausland durchzuführen. Zum Beispiel in China, wo der gesetzliche Rahmen dafür weniger streng ist. Andererseits muss man anerkennen, dass das Gesetz in der Schweiz zu einer Abnahme der Tierversuche geführt hat, speziell durch das Verbot von Ver-

suchen mit lebenden Tieren für Kosmetikprodukte. Ferner gab es auch eine Entwicklung neuer Zellkulturen.

swissinfo.ch: Ist das Tier, rein wissenschaftlich gesehen, ein wirksames biologisches Modell für den Menschen?

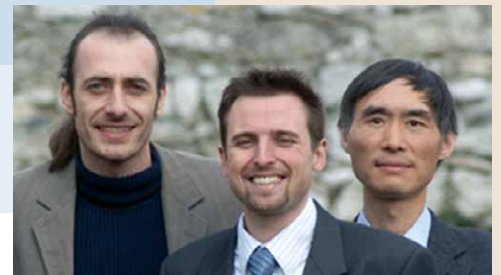
L.W.: Nein. Verschiedene Medikamente haben Tests an Tieren bestanden, aber bei Menschen hatten sie katastrophale Auswirkungen. Ich denke da an ein Arzneimittel, das zur Heilung von Kinderleukämie entwickelt wurde: Die Kinder, die damit behandelt wurden, starben schneller. Oder das Medikament Thalidomid, ein Mittel gegen Übelkeit für schwangere Frauen, das aus dem Handel gezogen werden musste, weil es zu Missbildungen führte. Oder das Empfängnisverhütungsmittel Tamoxifen, das bei Ratten zwar wirkte, bei Frauen aber die gegenteilige Wirkung hatte. Vergessen wir weiter nicht, dass das Resultat eines Tierversuchs auch abhängig sein kann vom einzelnen Forscher: Das Tier ist fähig, den momentanen Gefühlszustand des Menschen (zum Beispiel Stresssituation) zu erkennen, und es wird demnach bei jedem Forscher anders reagieren.

swissinfo.ch: In der Geschichte der Medizin gibt es aber nicht nur negative Beispiele mit Tierversuchen...

L.W.: In einigen Bereichen waren Tierversuche in der Tat nützlich. Zum Beispiel in der Chirurgie: Ärzte konnten zuerst an Versuchskaninchen experimentieren, bevor sie beim Menschen intervenierten. Oder der Fall des Insulins: Es wurde bei Hunden entdeckt und ursprünglich bei Schweinen entnommen. Es muss jedoch betont werden, dass man mit den heutigen Forschungserkenntnissen und den heutigen Instrumenten ohne Versuche mit lebendigen Tieren auskommen kann.

swissinfo.ch: Warum benutzt man dann weiterhin Tiere?

L.W.: Dafür gibt es verschiedene Gründe. In erster Linie aber, weil es das Gesetz verlangt: Bevor ein pharmazeutisches oder chemisches Produkt auf den Markt gebracht werden darf, muss zuerst dessen Toxizität gemessen werden. Wie gesagt, die Reaktion des Tieres kann trotzdem



Ludovic Wiszniewski, Samuel Constant und Song Huang – die drei Mitbegründer von Epithelix

anders als jene des Menschen sein. Im Bereich der Forschung ist es schwierig, ohne Tiere auszukommen, was das Studium der systematischen Auswirkungen betrifft. Im Inneren eines Organismus kann man beobachten, ob ein Medikament für das Herz schädliche Nebenwirkungen auf andere Organe hat. Bis heute sind wir nicht fähig, einen ganzen Organismus in vitro zu reproduzieren, obwohl wir immer näher daran kommen. Dann gibt es den Aspekt der wissenschaftlichen Publikationen. Viele Fachzeitschriften verlangen Tierexperimente. Und für den Forscher hängt der Erfolg von der Anzahl seiner Publikationen ab...! Das ist eine alte Denkschule, die bis heute überlebt hat, insbesondere für die genetischen Experimente.

swissinfo.ch: Was gibt es für Alternativen zu Tierversuchen?

L.W.: In erster Linie die In-vitro-Kultur von menschlichen Zellen. Wir können die Zellen auf einer plastischen Unterlage kultivieren oder eine Differentiation einleiten, so dass die Zellen unter Bedingungen geraten, die jenen im menschlichen Organismus ähnlich sind. Wir sind zum Beispiel in der Lage, Mini-Lungen zu entwickeln. Statt zehn Tiere für ein Experiment zu opfern, kann man nur eines nehmen. Man zerlegt das Organ, für das man sich interessiert, in zehn Teile und macht den Test. Schliesslich gibt es noch die Computer-Modelle auf Basis des chemischen Elementes Silicium, die Vermutungen über die Toxizität ermöglichen.

swissinfo.ch: Ist es vorstellbar, dass wir eines Tages den ganzen menschlichen Organismus im Reagenzglas haben?

L.W.: Die grösste Schwierigkeit ist die Lebensdauer der Zellen: Ausserhalb des menschlichen Körpers können wir sie drei bis vier Wochen am Leben erhalten, eine zu kurze Zeit zur Rekonstruktion eines Organs. Uns ist es aber gelungen, Zellen über ein Jahr lang am Leben zu erhalten. Falls sich die Entwicklung der plastischen Materialien bestärkt, bin ich überzeugt, dass es uns gelingen wird, ganze Organe zu rekonstruieren.

Par Luigi Jorio, swissinfo



Die SLGV unterstützte Epithelix in den Jahren 2006 bis 2008 finanziell. Inzwischen ist Epithelix selbsttragend und erzielt einen Jahresumsatz von einer Million Franken, die wieder in das Unternehmen investiert werden. Das erspart diesem weitere Mittelbeschaffung und gewährleistet seine vollständige Unabhängigkeit. Epithelix hat sich auf die Entwicklung von Ersatzmodellen im Bereich der Atemwegserkrankungen spezialisiert. Diese Modelle beruhen ausschliesslich auf menschlichem Gewebe. Sie ermöglichen es, auf Tierversuche in der medizinischen Forschung oder für Toxizitätstests, welche das Gesetz vorschreibt, zu verzichten.

Edito

Cari Soci,
Care amiche e cari amici della Lega,
Care lettrici e cari lettori,

Nel marzo 2010, avevamo ottenuto la condanna del Dott. Pierre Bize da parte del Tribunale penale di Soletta-Lebern, per gli stupidi e crudeli esperimenti da lui praticati su uccelli.

Grazie alla denuncia sporta contro questo ricercatore, avevamo avuto accesso ad alcuni documenti del fascicolo. Questi documenti mettevano in causa non soltanto le pratiche di questo ricercatore ma anche i piccoli arrangiamenti tra l'Ufficio veterinario cantonale di Soletta e l'Ufficio federale di veterinaria (UFV), che trasgredivano la legge con perfetta cognizione di causa! Seppur coinvolti nel procedimento penale, questi due servizi amministrativi sono riusciti ad evitare una condanna adducendo come motivo il fatto di non essere stati specificatamente mirati dalla querela. In ultima analisi, la condanna di queste due amministrazioni non ci importava più di tanto. La cosa più importante è che d'ora in poi si attengano alle procedure fissate dalla legislazione e facciano applicare la legge.

Nel luglio 2011, in occasione della pubblicazione delle statistiche sulla sperimentazione animale in Svizzera, l'UFV dichiarava l'utilizzazione di animali per testare prodotti cosmetici, in particolare un nuovo filtro solare. Nel cercare informazioni complementari relativamente a questi esperimenti, abbiamo scoperto un'ulteriore violazione delle disposizioni legali, sia da parte del servizio veterinario cantonale che dall'UFV. Violazione delle disposizioni legali descritte chiaramente in un regolamento cantonale, convalidato dal Consiglio federale!

Poichè nel corso del procedimento penale contro il Dott. Bize tra il 2008 ed il 2010, la denuncia di pratiche più che criticabili dell'amministrazione non è palesemente servita da esempio alle nostre autorità cantonali e federali, abbiamo deciso di sporgere, entro la fine dell'anno, diverse denunce penali contro questi servizi amministrativi.

Per questo motivo abbiamo convocato un'Assemblea generale straordinaria il 17 dicembre 2011, alle ore 14, presso la sede della LSCV a Ginevra, Chemin des Arcs-en-Ciel 3, 1226 Thônex.

Infatti, prima di sporgere denuncia penale in nome della LSCV, e per assicurarci, in questo specifico caso, della nostra qualità di querelante, è preferibile chiarire il nostro statuto in conseguenza. La modifica del nostro statuto persegue due obiettivi:

- 1) La qualità per la LSCV di sporgere denuncia penale
- 2) La difesa degli interessi dei nostri Soci.

Siamo consapevoli che organizzare una A.G. straordinaria una settimana prima di Natale non è ideale. Per questo motivo avete la possibilità di farci pervenire il vostro voto anticipato per posta entro e non oltre il 17 dicembre 2011. **Pertanto non è necessario essere fisicamente presenti a questa A.G. straordinaria.** Troverete la convocazione ed il bollettino di voto da rinviarci a pagina 32 del presente numero. **Non dimenticate di indicare il vostro numero di Socio**, che appare nella prima riga dell'indirizzamento di questo numero (p.32).

Non appena la modifica dello statuto sarà convalidata, il nostro avvocato potrà sporgere le denunce penali.

Questa fine d'anno ci offre anche l'occasione di ringraziarvi ancora una volta per il vostro sostegno fedele e costante, senza il quale nessuna delle nostre azioni sarebbe possibile.

A tutte e tutti voi auguriamo felici Feste di fine anno.

Il Comitato

Meilleurs Vœux 2012 à tous nos
Membres et Sympathisants!

Alles Gute zum 2012

Tanti calorosi auguri
per il 2012 ai nostri
Soci e simpatizzanti!

La supprastonza engrazia
a ses numerus comembres
e simpatisans

Attestati di doni 2011 per la dichiarazione dei redditi

I doni effettuati alla LSCV ed altri organismi riconosciuti di pubblica utilità possono essere dettratti dalla vostra dichiarazione dei redditi. Gli importi deducibili (generalmente a partire da Fr. 100.-) sono variabili a dipendenza dei cantoni. La LSCV non dispone di un sistema informatico che genera automaticamente attestati di doni. L'attivazione di questo tipo di sistema e l'invio ogni anno per posta di una decina di migliaia di attestati di doni sarebbero troppo onerosi, tanto più che soltanto una piccola parte di questi attestati sono di fatto utilizzati.

La segreteria aggiorna regolarmente un elenco di soci o donatori che desiderano ricevere un attestato all'inizio dell'anno. Se desiderate essere registrati su questo elenco, basta inviarci un messaggio o telefonarci, i giorni e le ore indicati nell'impressum.

IMPRESSUM Lega svizzera contro la vivisezione

Fondata nel 1883, la LSCV è un'associazione ai sensi dell'art.60 del codice civile. Persegue i seguenti obiettivi: Combattere con tutti i mezzi legali, fino alla sua abolizione totale, la pratica di esperimenti medici, scientifici, militari, industriali o commerciali sugli animali vivi (vivisezione). Far riconoscere ed incoraggiare finanziariamente la messa a punto e lo sviluppo di tutti i metodi scientifici sostitutivi ed alternativi alla sperimentazione animale. Il finanziamento della LSCV proviene esclusivamente da doni e lasciti. La LSCV non riceve alcun sussidio da parte dei poteri pubblici, motivo per cui gode di una totale indipendenza. Riconosciuta di pubblica utilità, la LSCV è esente da imposte ed i doni superiori a CHF 100.- che le sono rivolti, possono essere dettratti fiscalmente. Conformemente all'articolo 19 dei suoi statuti, la LSCV non ha scopo di lucro ed i suoi averi possono essere utilizzati esclusivamente per il conseguimento degli obiettivi perseguiti.

Pubblicazione: Giornale trimestrale. Salvo diversa indicazione, gli articoli sono redatti dalla LSCV. **PAO e maquette:** LSCV **Tipografia:** Atar Roto Presse SA, su carta riciclata 60 gm² **Comitato di redazione:** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret **Indirizzo:** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Case postale 148, CH - 1226 Thônex / GE T 022 349 73 37 F 022 349 19 54 - admin@lscv.ch - www.lscv.ch

L'ufficio è aperto da lunedì a giovedì, dalle ore 9 alle ore 12 e dalle ore 14 alle ore 17; il venerdì dalle ore 9 alle ore 12.

Quota annua dei Soci: Minimo CHF 15.-

CCP 12-2745-6 - IBAN CH38 0900 0000 1200 2745 6 - BIC POFICHBEXXX

Gli alimenti per cani e gatti sono elaborati per rispondere ai bisogni dei nostri animali famigliari. I nostri amici a quattro zampe sono coccolati e viziati da padroni che vogliono dimostrare il loro affetto attraverso gli alimenti con i quali li nutrono. Le grandi marche l'hanno ben capito e sfruttano questa realtà nel loro marketing. Sempre più alimenti pronti sono lanciati sul mercato e contribuiscono al boom degli alimenti chiamati « premium ». Ma questi alimenti sono all'altezza delle nostre speranze ? E, soprattutto, rispondono ai bisogni dei nostri amici a quattro zampe, garantendo loro la migliore salute possibile senza necessitare crudeli esperimenti in laboratorio?



Alimenti per cani e gatti

Per il nostro bene o per il loro?

Il mercato degli alimenti pronti per cani e gatti è in costante aumento e questi prodotti riempiono un numero crescente di reparti nei supermercati e nei negozi per animali. Spesso sono destinati ad attirare i proprietari umanizzando i bisogni dei nostri animali. Basti guardare le pubblicità per certe marche. Le ricette proposte sono più appetitose per gli esseri umani che per i principali interessati. Queste pubblicità hanno anche sottintesi colpevolizzanti. Per dire « ti voglio bene » al nostro amico a quattro zampe, dobbiamo comprargli gli alimenti pronti in vendita nei negozi.

Ma è veramente una prova d'amore nutrirli con questo tipo di prodotti allorché la maggior parte di essi contengono troppi additivi che potrebbero rivelarsi nocivi nel lungo termine? E si può ancora parlare di prova d'amore quando il nostro acquisto contribuisce alla commercializzazione di prodotti che sono stati oggetto di esperimenti su animali in laboratorio?

Cani e gatti resi malati artificialmente

Ben inteso sembra logico testare il cibo per cani su cani. Sarebbe sciocco testarli su esseri umani! Ma il consumatore sa in che modo i fabbricanti testano i loro prodotti sugli animali?

I fabbricanti possiedono o lavorano con laboratori in cui detengono animali sui quali effettuare test. Questi ultimi sono invasivi e diverse operazioni sono praticate con o senza anestesia. Nel caso degli alimenti speciali previsti per esempio per cani vecchi, o che soffrono di insufficienza urinaria, di un problema renale o epatico, si provocano lesioni agli organi somministrando prodotti chimici (ingozzamento o iniezioni) per indurre artificialmente una patologia. Successivamente gli alimenti sono testati per valutarne gli effetti sulla malattia mirata. Questi alimenti non sono farmaci, ma generalmente semplice cibo la cui composizione varia in termini di minerali o proteine.

Al termine di studi che possono durare mesi e provocare grandi sofferenze, gli animali sono eutanasiati, ed i loro cadaveri sono analizzati. Purtroppo questi animali non soffriranno soltanto degli esperimenti praticati su di loro ma anche di condizioni di vita miserabili. Non conosceranno mai la libertà, unicamente il terrore di vivere in laboratorio, senza mai sapere a quale esperimento saranno sottoposti. E dire che questi prodotti sono sviluppati per animali che saranno coccolati ed amati incondizionatamente!

Quali fabbricanti praticano sperimentazioni animali?

E' difficile sapere in che modo questi alimenti sono testati prima di essere immessi sul mercato. Abbiamo contattato alcune marche come Royal Canin, Pedigree, Hill's e Enova. Nessuna di loro ha voluto rispondere tranne Enova, per affermare di non praticare sperimentazioni animali

Evidentemente i fabbricanti non hanno molta voglia che i consumatori scoprano i loro metodi di ricerca. Iams¹ aveva sempre dichiarato di non effettuare test sugli animali, fino a quando la verità è emersa. Grazie ad una candid camera, una militante dell'organismo di protezione degli animali PETA, che era stata impiegata per dieci mesi dalla Iams tra il 2002 ed il 2003, rivelava i metodi di ricerca di questa azienda. Vi si vedevano cani e gatti imprigionati in minuscole gabbie di rete metallica, dei cani operati ed ammassati per terra. La diffusione di diverse video² aveva suscitato un vero e proprio scandalo nel Regno Unito e negli Stati Uniti. L'Istituto per la protezione degli animali (API) negli Stati Uniti già nel lontano 2001 aveva affermato che la Iams praticava sperimentazioni animali. Ma API denunciava anche marche come Hill's e Purina. Non era sorprendente nella misura in cui le multinazionali proprietarie di queste marche, come Procter & Gamble e Nestlé, sono tra i più grandi vivisettori al mondo insieme alle industrie farmaceutiche.

Situazione attuale

Oggi, Iams annuncia che le sperimentazioni animali sono praticate principalmente su topi e ratti. Il numero di cani e gatti utilizzati nei suoi laboratori sarebbe diminuito del 70%. Iams sostiene di agire in tal modo per motivi di etica, piuttosto che per motivi finanziari. Ma è lecito parlare di considerazioni etiche quando si tratta di sostituire una specie animale con un'altra? L'unico obiettivo non è quello di utilizzare animali di cui si sa che il pubblico è meno sensibile alle loro sofferenze?

Palesamente sensibile alla propria immagine pubblica, Royal Canin si vuole trasparente. Sul suo sito Internet, la marca vanta le qualità del suo grande centro nel sud della Francia, in cui sono custoditi 160 cani e 180 gatti, sui quali sarebbero testate le diverse forme di crocchette.

In realtà, Royal Canin fa vedere soltanto quello che ritiene sia accettabile per i consumatori. Ma che cosa accade all'interno del laboratorio? In pratica, gli studi portati avanti sugli animali si svolgono in diverse tappe. In un primo tempo, gli animali sono custoditi nel canile e nel gattile (ciò di cui si vanta Royal Canin) con



Immagini tratte da una telecamera nascosta nei laboratori della IAMS

un accesso all'esterno, in cui gli animali si nutrono delle crocchette oggetto di studio. In seguito, è molto probabile che siano collocati all'interno del laboratorio, dove saranno rinchiusi in gabbie metaboliche. Si tratta di gabbie metalliche, con il fondo di rete metallica per poter di raccogliere le materie fecali ed urinarie per diverse analisi. Certe ditte procedono poi a ricerche più invasive, dopo di che gli animali sono eutanasiati.

Abbiamo dunque contattato Royal Canin per sapere se i loro animali sono messi in « rotazione » per le ricerche, ma hanno preferito non rispondere. Abbiamo poi avuto l'opportunità di intrattenerci con una commessa in un negozio di articoli per animali che nel corso della sua formazione aveva visitato i locali di Royal Canin e dunque aveva visto i cani e gatti detenuti. Ha dichiarato che gli animali sembravano veramente felici, che Royal Canin li deteneva soltanto per testare la dimensione delle crocchette in funzione della dimensione della bocca dell'animale. Se ciò dovesse essere vero, c'è da chiedersi per quale motivo questi prototipi non sono testati presso allevatori e privati ? Chiunque ha visitato un canile sa a che punto questa esperienza possa essere stressante per qualsiasi animale che vi risiede.

Tipi di alimentazione industriale per gli animali

Quando si è proprietari di un cane o di un gatto e si desidera comprargli cibi industriali, tre scelte si offrono al consumatore : crocchette, scatole e crocchette semi umide. Qual è l'opzione migliore ?

Le scatole sono care e composte per circa il 70% di acqua. Se decideste di cuocere per qualche minuto il contenuto di una scatola, non resterebbe più che qualche grammo dopo evaporazione!

Le crocchette semi umide (principalmente per cani) sono spesso piene di additivi nocivi destinati a conservarne la consistenza.

Quanto alle crocchette la loro qualità varia moltissimo, come peraltro anche il prezzo. Si potrebbe pensare che se una marca non ha paura di mettere il proprio nome su un pacchetto di crocchette, significa che le si può dare fiducia. Veramente ? Per fare la scelta giusta, o per lo meno la scelta meno nociva per i nostri preziosi amici, è importante capire le etichette che elencano gli ingredienti. Una volta decifrati questi famosi ingredienti, rischiate di sentire i brividi giù per la schiena ! Gli ingredienti possono provenire da animali ritenuti tossici o impropri al consumo umano. Sono utilizzate tutte le parti indesiderabili degli animali tra cui « sotto prodotti » che di fatto sono : collo, piedi, uova non sviluppate, intestini (per il pollame), testa, coda, sangue (per



i pesci), nervi, grasso, vasi sanguigni (per i mammiferi). Se pensate che questi ingredienti siano orribili, leggete il seguito ! Vi si trovano anche peli, sangue vaporizzato, scarti, escrementi e lettiere degli animali utilizzati per il consumo. Questo elenco è soltanto un esempio di quello che si può trovare, non è affatto esauriente!

Negli Stati Uniti è stato rinvenuto del Pentobarbital in certe marche di alimenti per cani come per esempio Pro Plan. Il Pentobarbital è una droga utilizzata per eutanasiare gli animali. I cani, gatti, gli animali da zoo o da laboratorio servono da alimenti per i nostri amici a quattro zampe ?

28 marche, 4 fabbricanti

Osservando la tabella seguente, ci si rende conto chiaramente che la maggior parte delle marche sono principalmente fabbricate da quattro aziende industriali. Significa dunque che gli ingredienti sono gli stessi ? Stando alle analisi effettuate dalla rivista 60 millions de consommateurs ³, le differenze sono minime e le differenze di prezzo assolutamente ingiustificate.

Le proteine presenti sarebbero di qualità mediocre a prescindere dal prezzo. E per ovviare a questa perdita di vitamine durante la fabbricazione degli alimenti, le marche ne aggiungerebbero fortissime quantità. Quantità talmente enormi che una gamma di alimenti ha finito con l'avvelenare diversi cani qualche anno fa. Era stata rilevata una quantità di zinco 20 volte superiore alla norma nei prodotti messi in vendita ⁴.

Fabbricanti	Marche
Friskies / Purina (Nestlé)	Arthurs, Bakers Complete, Bonus, Bonio, Chunky, Felix, Fido, Friskies Petcare, Go Cat, Go Dog, Gourmet, Purina / Purina Pro Plan, Vital Balance
Pedigree (Mars Inc.)	Bounce, Brekkies, Cesar, Chappie, Frolic, James Wellbeloved, Katkins, Kitekat, Pal, Pedigree Chum, Royal Canin, Sheba, Whiskas
Procter & Gamble	Eukanuba, Iams
Colgate Palmolive	Hill's Science Diet

Quale soluzione?

Come nutrire i nostri animali da compagnia senza indirettamente convalidare esperimenti crudeli sui loro congeneri, nè mettere in pericolo la loro salute nutrendoli con prodotti di cattiva qualità ?

Si può cominciare preparando noi stessi il loro pasto. Per i cani e gatti, bisogna evitare certi avanzi di pasti, spesso troppo ricchi in grassi oppure che contengono alimenti difficili da assimilare, o addirittura tossici in certi casi. Questo modo di fare non è più costoso degli alimenti industriali, però necessita che si conoscano bene i bisogni nutritivi del proprio animale.

Inoltre si può fare ricorso agli alimenti, venduti nei negozi o per corrispondenza, certificati « non testati sugli animali ». Una garanzia del 100% non è possibile, però certe marche, tramite gli impegni che assumono, le garanzie che danno e le modalità produttive, possono essere ritenute affidabili.

¹ La ditta Iams è presente in 77 paesi tramite le sue marche Eukanuba MD e IamsMD. Fa parte del gruppo Procter & Gamble dal 1999. Stando al suo sito internet, la sua missione è « migliorare il benessere di cani e gatti tramite un'alimentazione e prodotti di cure di qualità eccezionale ».

² Queste video sono tuttora visibili su Internet su youtube oppure www.petatv.com

³ Marzo 2011, numero 458, 60 millions de consommateurs

⁴ Ann N.Martin, Food Pets Die for, terza edizione, 2008, Newsage Press



► Settembre 2011 Rapporto sui risultati della procedura di consultazione

Modifica della legge sulla protezione degli animali

Tra il 12 maggio 2010 ed il 31 agosto 2010, il Consiglio federale metteva in consultazione ¹ la modifica della Legge sulla protezione degli animali (LPAn), adottata dal Parlamento ed entrata in vigore nel settembre 2008.

Le modifiche proposte miravano articoli di legge già esistenti per consentire, ad esempio, il divieto del transito o del commercio di animali con anomalie genetiche (art.10, cpv.2 LPAn), o l'attuazione della mozione « Vietare il commercio e l'esportazione di pelli di gatti » (07.3848) adottata dal Parlamento.

Per quanto riguarda la sperimentazione animale, il progetto integrava peraltro nuove importanti disposizioni che la LSCV va rivendicando da diversi anni. Si trattava segnatamente dell'art. 20a «Informazione del pubblico», che conferisce una base legale al Consiglio federale per migliorare la comunicazione e la trasparenza sulla pratica della sperimentazione animale, nonché l'art. 35b, che disciplina l'utilizzazione e l'accesso al sistema di informazione elettronica relativo agli esperimenti sugli animali.

Stando ai risultati della procedura consultiva pubblicata dal Dipartimento federale dell'economia (DFE) il 16 settembre 2011, il progetto ha dato adito a 149 prese di posizione, provenienti da 25 cantoni, 8 servizi cantonali, 6 partiti politici, 7 organizzazioni centrali, altre 71 organizzazioni, tra cui la LSCV.

Anche 32 organizzazioni, associazioni e privati non inclusi nella procedura hanno espresso il loro parere.

Sperimentazione animale – Presa di posizione per articolo

Articolo 20a : Sì all'informazione ma non per tutti

Art. 20a (nuovo) Informazione del pubblico

Il Consiglio federale regola l'informazione del pubblico sulla sperimentazione animale.

Il rapporto del DFE indica che il contenuto di questo articolo è stato il più contestato : *«a seconda dei casi, la proposta di regolamentazione dell'informazione nel settore della sperimentazione animale viene ritenuta insufficiente o, al contrario, eccessiva».*

Favorevoli a questo nuovo articolo, la maggior parte degli organismi di protezione degli animali sostengono *«la volontà di migliorare gli aspetti inerenti alla comunicazione e alla trasparenza in materia di esperimenti sugli animali».* Si rimprovera però all'articolo di essere insufficientemente dettagliato *«poichè lascerebbe al Consiglio federale la facoltà di decidere quali informazioni sulla sperimentazione animale siano da rendere accessibili al pubblico e quali no».*

Opposti a questo nuovo articolo, il Consiglio dei Politecnici Federali (CPF), nonché l'Università ed il Politecnico di Zurigo (UNI/ETH) che evocano il rischio che *«informazioni di più vasta portata potrebbero ad esempio essere utilizzate da oppositori radicali alla sperimentazione animale allo scopo di danneggiare le attrezzature o i beni di proprietà dei ricercatori o degli istituti di ricerca».* Secondo loro *« il grado di complessità degli esperimenti li renderebbe comprensibili soltanto ad un'esigua minoranza dei cittadini».* In termini chiari, i contribuenti sono dei poveri idioti, buoni soltanto a finanziare i loro esperimenti ed i loro stipendi.

Articolo 35b : Si alla trasparenza ma non per tutti

Art. 35b (nuovo) Sistema d'informazione elettronico

¹ La Confederazione gestisce un sistema d'informazione elettronico per agevolare l'adempimento dei compiti legali relativi alla sperimentazione animale e ai centri di detenzione di animali da laboratorio.

² Nell'adempimento dei loro compiti legali, le autorità d'esecuzione possono trattare dati personali sensibili come pure profili della personalità e profili aziendali. Essi possono accedere a tali dati online.

³ Le commissioni cantonali per gli esperimenti sugli animali possono accedere, al fine di adempiere ai loro obblighi legali, ai dati concernenti le domande d'autorizzazione depositate negli altri Cantoni.

Attualmente ogni domanda di sperimentazione animale è trattata dal cantone in cui si svolgerà l'esperimento. Dunque è del tutto possibile che lo stesso esperimento si svolga per esempio nei cantoni di Vaud e Zurigo, senza che i rispettivi servizi veterinari né le commissioni cantonali ne siano informati. E anche possibile che un esperimento utilizzi per esempio 1000 animali in un cantone, mentre un altro cantone autorizza l'utilizzazione di 500 animali per lo stesso identico esperimento. La LSCV ha denunciato questa situazione a più riprese dopo aver raffrontato, tra il 2006 ed il 2007, numerose pubblicazioni emanate dalle università svizzere. Ne era chiaramente emersa l'utilizzazione abusiva di migliaia di animali e la proliferazione inutile di procedure sperimentali.

La creazione di questa base dati è pertanto importante non solo per l'informazione che offre, ma anche per il controllo che rende possibile. Se l'accesso ai dati è aperto, non sarà più possibile per l'autorità cantonale sottrarre al preavviso di una commissione, qualsiasi domanda trasmessale da un ricercatore. Se una banca dati di questo tipo fosse già esistita, non si sarebbero mai potuti produrre gli abusi delle autorità di Soletta nel 2006 per gli esperimenti del Dott. Pierre Bize, o quelli dei cantoni di Basilea Città ed Argovia nel 2010 per gli esperimenti per prodotti cosmetici.

E evidente dunque che questo tipo di accesso all'informazione dà i sudori freddi ai ricercatori. Tra le più vive opposizioni a questo progetto, spicca quella del CEPF che « respinge fermamente la proposta di concedere alle commissioni cantonali per gli esperimenti sugli animali il diritto di esaminare la documentazione relativa alle domande d'autorizzazione depositate in altri Cantoni e chiede di stralciare il capoverso 3. Quando viene presentata una domanda di autorizzazione, il compito principale di una commissione cantonale per gli esperimenti sugli animali consisterebbe nel ponderare, sotto il profilo etico, gli interessi in gioco nell'esperimento in esame. Le decisioni adottate da altre commissioni cantonali per gli esperimenti sugli animali riguardo a sperimentazioni simili rivestirebbero perciò una rilevanza scarsa o nulla. Inoltre il CPF suppone che l'applicazione del diritto d'esame degli atti comporterebbe un generale inasprimento della prassi in materia di autorizzazione. Per quanto attiene a raccomandazioni e vincoli, la possibilità di operare confronti spingerebbe le commissioni cantonali per gli esperimenti sugli animali a seguire una linea di condotta non meno restrittiva di quella adottata per domande d'autorizzazione simili già presenti nella banca dati. Le raccomandazioni fornite da altre commissioni e le decisioni adottate da altre autorità preposte all'autorizzazione influirebbero sulla ponderazione degli interessi mettendone direttamente a rischio l'autonomia, che potrebbe venire parzialmente o completamente compromessa ».

Ecco dunque il vero timore delle università, dei politecnici e dei laboratori farmaceutici : che le commissioni alibi istituite da certi cantoni, debbano giustificare la propria inattività e rendere conti. La commissione del cantone di Ginevra è stata sciolta proprio per questo motivo alla fine del 2008. Attendiamo con impazienza che lo stesso accada per altre commissioni cantonali. A meno che ancora una volta la spuntino gli ambienti della ricerca svuotando il progetto iniziale della sua sostanza.

¹ Vedi giornale LSCV settembre 2010, oppure www.lscv.ch/it/pages/news/2010/prise_position_lscv_it.html

► Università di Zurigo

6 cani infettati ed uccisi

Allorchè decine di migliaia di cani sono naturalmente colpiti da angiostrongilosi canina nei paesi europei, certi ricercatori non hanno trovato nulla di meglio da fare che infettare 6 cani sani a Zurigo.



Per il Direttore dell'Istituto di parassitologia dell'università « non vi sarebbero abbastanza cani infettati in Svizzera » e sarebbe stato impossibile determinare con precisione in quale momento esatto lo sono stati.

L'esperimento è stato denunciato dal Dott. Markus Deutsch, dell'Associazione zurighese *Medici per la protezione degli animali in medicina* (Ärztinnen und Ärzte für Tierschutz in der Medizin), che pubblica sul suo sito internet ¹ le informazioni relative a tale esperimento. Vi si può leggere che i 6 cani sono stati infettati per via orale con larve dei nematodi all'origine della patologia. Per tre mesi, due cani sono stati trattati con un farmaco, altri due con un nuovo composto, mentre gli ultimi due cani non hanno ricevuto alcun trattamento. Successivamente i cani sono stati uccisi per effettuarne l'autopsia.

Non si può non essere scandalizzati dalla pigrizia di questi ricercatori che piuttosto che spostarsi per andare a studiare animali già malati, preferiscono « starsene a casa loro » a saturare cani con dei parassiti per poi studiare i sintomi e l'effetto di un nuovo composto.

Quanti altri studi altrettanto scandalosi si svolgono nei laboratori del nostro paese? Stando alle cifre pubblicate dall'Ufficio federale di veterinaria, nel 2010 sono stati utilizzati 3102 cani per sperimentazioni animali in Svizzera.

¹ www.aerztefuertierschutz.ch/de/index.html?id=5&nid=120

L'angiostrongilosi canina (*Angiostrongylus vasorum*) è provocata da nematodi (vermi) di circa 15 mm. E presente in molti paesi ma il parassita si sviluppa soprattutto nei paesi delle regioni temperate. In Europa, infesta numerose mute di cani e canili nel sud-ovest della Francia, in Italia ed in Portogallo.

Dopo l'ingestione del parassita da parte dell'animale, le larve attraversano la parete intestinale poi si evolvono ed emigrano verso il cuore ed i polmoni, dove, diventate adulte, si accoppiano. Le larve provenienti dall'accoppiamento possono risalire nel tratto digestivo ed essere eliminate nelle feci.

I sintomi di infezione nel cane appaiono progressivamente e generalmente iniziano con turbe respiratorie, tosse e disturbi cardiaci. Successivamente lo stato dell'animale si deteriora. Senza alcun trattamento, l'esito rischia di essere fatale. L'angiostrongilosi canina si manifesta anche sotto forma oculare, renale, cutanea, talvolta digestiva.

Resoconto della riunione dell'ECEAE a Varsavia dal 27 al 29 ottobre 2011

La seconda riunione annua della Coalizione europea contro la sperimentazione animale (ECEAE) si è tenuta a Varsavia, capitale della Polonia, in presenza di rappresentanti della protezione animale provenienti da una decina di paesi europei. Maja Schmid vi rappresentava la LSCV. La riunione era organizzata dall'associazione di protezione degli animali *Viva Pologne*. Si è svolta sull'arco di tre giorni nei locali del Municipio, messi gratuitamente a disposizione dalla municipalità di Varsavia.

La riunione è stata in parte dedicata al programma REACH ed alla nuova direttiva europea relativa alla sperimentazione animale 2010/63.

Il programma REACH (Registration, Evaluation, Autorisation and Restriction of Chemicals) riguarda il regolamento dello stesso nome, adottato dal Parlamento europeo il 18 dicembre 2006 ed entrato in vigore il 1° giugno 2007. Mira a valutare la tossicità delle sostanze chimiche immesse sul mercato europeo, la cui importazione o produzione supera la tonnellata all'anno. Stando a questa regolamentazione, se nessun metodo sostitutivo è convalidato dalle autorità, i test di tossicità saranno effettuati su animali. Questi test sono i peggiori che si possano far subire ad un animale, motivo per cui era stata annunciata la cifra di 30'000 animali necessari per placare critiche ed obiezioni. Di fatto oggi si stima a diversi milioni il numero di animali necessari per testare tutte le sostanze già pre-registrate. REACH per di più sembra essere il pretesto giusto per svolgere test assolutamente assurdi. Siamo venuti a sapere che test su animali sono praticati anche senza che sia identificata una sostanza attiva. Si tratta per esempio delle polveri prodotte in fabbrica nel corso del processo di fabbricazione. Per via della produzione e dell'esportazione di prodotti chimici da parte di aziende svizzere per il mercato europeo, il nostro paese è tenuto ad attuare il programma REACH. Una modifica della legge per adattare i principi del regolamento europeo al diritto svizzero è tuttora in discussione in seno all'amministrazione federale.

La nuova direttiva europea sulla sperimentazione animale è stata adottata dal Parlamento europeo l'8 settembre 2010. La sua entrata in vigore è prevista per il 2013.

Globalmente, il nuovo testo è migliore rispetto all'attuale Convenzione che disciplina la pratica della sperimentazione animale a partire dalla fine degli anni 1980. Alla luce delle conoscenze attuali però, questa nuova direttiva è un'enorme disil-



lusione, in quanto privilegia i ricercatori. Non c'è dunque da stupirsi che la Federazione europea delle associazioni dell'industria farmaceutica (EFPIA) abbia «*accolto favorevolmente l'adozione del testo*» che a suo parere costituisce «*un passo nella direzione giusta*». Effettivamente, la direttiva comporta talmente tante possibili eccezioni ai divieti descritti che sarà sempre possibile fare di tutto e di più nei laboratori europei. Autorizza peraltro disposizioni scandalose, come per esempio l'utilizzazione di cani e gatti dichiarati randagi, di specie in via di estinzione o catturate nella natura, come i primati e le grandi scimmie. Nel corso della sua presentazione, la Dott.ssa Katy Taylor, biologa in seno all'ECEAE, ha inoltre richiamato l'impatto negativo che l'attuazione della direttiva avrà sui paesi in cui vigono attualmente norme più vincolanti. C'è il rischio reale che la protezione degli animali faccia enormi passi indietro in molti paesi come per esempio l'Inghilterra. Ogni delegazione dell'ECEAE si è pertanto impegnata a sostenere il miglioramento delle disposizioni della direttiva, attualmente in consultazione presso i paesi membri dell'U.E.

In Svizzera la pratica della sperimentazione animale è disciplinata dalla nuova legge sulla protezione degli animali (LPAn) e relativa ordinanza (OPAn), entrate in vigore nel settembre 2008, nonché da due ordinanze entrate in vigore nel 2010: l'ordinanza sulla sperimentazione animale e l'ordinanza sul sistema informatico di gestione degli esperimenti.



ECEAE

THE EUROPEAN COALITION TO
END ANIMAL EXPERIMENTS



**NO
CRUEL
COSMETICS**

Happening davanti al Municipio. Sei membri dell'ECEAE posano in occasione delle 125'000 firme raccolte per la petizione «No ai cosmetici crudeli». Questa petizione mira ad impedire che sia rimandata la data fissata al 2013, per il divieto definitivo in Europa dei test sugli animali per i cosmetici. Ringraziamo particolarmente tutti i nostri soci e simpatizzanti che hanno permesso la raccolta di diverse migliaia di firme in Svizzera.

► Svizzera – Presa di posizione della commissione federale per la sperimentazione animale

L'utilizzazione di animali per l'insegnamento deve essere riservata alle persone coinvolte nella sperimentazione animale

Nella sua presa di posizione del 16 giugno 2011, la commissione federale per la sperimentazione animale (CFSa) precisa che l'utilizzazione di animali nell'insegnamento post-obbligatorio deve essere riservata esclusivamente alle persone coinvolte nella sperimentazione animale. La CFSa si fonda sull'ordinanza sulla protezione degli animali (OPAn) e la direttiva 4.02 dell'Ufficio federale di veterinaria (UFV), che stipula che un esperimento difficile da sopportare per gli animali inteso a formare personale specializzato, può essere effettuato soltanto se assolutamente indispensabile.

« La legislazione sulla protezione degli animali esige l'utilizzazione di metodi alternativi se consentono di raggiungere l'obiettivo mirato » scrive la CFSa. « Pertanto, se gli studenti non si destinano a praticare la sperimentazione animale, devono essere utilizzati metodi alternativi (per esempio video al posto di animali); in caso contrario, il corso entrerebbe in contraddizione con uno dei suoi obiettivi fondamentali: sensibilizzare lo studente al principio delle 3R (Rimpiazzare, Ridurre, Raffinare) ».

A prima vista, questa presa di posizione sembra inutile, il suo ragionamento è infatti una semplice questione di buon senso. Eppure era necessaria per via degli abusi ricorrenti perpetrati dalle nostre alte scuole, con in testa le università. La presa di posizione della CFSa fa seguito al tentativo dell'Università di Losanna di introdurre dissezioni in certi iter per il conseguimento di un Master. Tentativo fortunatamente contrastato poichè l'autorità federale ha intimato alle università di limitare l'accesso a questi corsi unicamente alle persone che lavorano direttamente con animali.

Legislazione non rispettata

L'entrata in vigore in settembre 2008 della nuova legislazione sulla protezione degli animali avrebbe dovuto porre termine alla maggior parte delle dissezioni ed a tanti altri esercizi inutili per la formazione degli studenti. Ancora una volta ci si rende conto che la legge è ben lungi dall'essere osservata uniformemente da tutti i cantoni. Alla stregua dell'Università di Losanna, non abbiamo dimenticato che il precedente veterinario cantonale di Vaud (che ha lasciato le funzioni alla fine del 2010), aveva dichiarato che uno studente che rifiuta di effettuare dissezioni deve cambiare iter universitario. A questo punto, come si può immaginare che detta autorità cantonale applichi la legislazione ed imponga l'utilizzazione di

metodi alternativi? Tanto più che in molti casi, questi esperimenti sfuggono al preavviso di una commissione cantonale per la sperimentazione animale (vedere qui appresso). La situazione è ancor più demoralizzante se si pensa che in molti casi l'utilizzazione di animali per la formazione degli studenti non risponde ad alcun requisito didattico.

Dissezioni contestate

Non molto tempo fa, il rifiuto di eseguire dissezioni era severamente punito e poteva significare la fine degli studi di biologia o medicina per lo studente che assumeva questa posizione. Successivamente l'etica ha fatto il suo ingresso, come pure la presa in conto della sofferenza animale. Nei confronti dell'opinione pubblica, risultava sempre più difficile per le nostre università giustificare l'utilizzazione di animali per la formazione di studenti che non ne trarranno alcuna utilità una volta conseguita la laurea. Da una decina d'anni si è andata pertanto osservando una restrizione dell'utilizzazione di animali inizialmente ai docenti universitari, poi agli studenti delle facoltà di medicina e biologia. Malgrado tutto, certi docenti e ricercatori continuano imperterriti ad infischiarne dell'etica.



Dissezioni inutili Il caso del Professor Rüegg

Nel 2004, vigevano ancora la vecchia legge ed ordinanza sulla protezione degli animali. Stipulavano che certe sperimentazioni animali, segnatamente quelle volte ad uccidere animali per farne la dissezione, erano assoggettate unicamente ad annuncio e non ad autorizzazione cantonale.

È in questo contesto che il 4 luglio 2004, il Professor Urs T. Rüegg, docente all'Università di Ginevra nella sezione farmacia, sollecitava presso l'Ufficio cantonale di veterinaria (UCV) del cantone di Ginevra, l'autorizzazione di procedere ad esperimenti per una durata di tre anni su 156 rane nell'ambito di lavori pratici (TP). L'obiettivo di tali esperimenti era di iniziare gli studenti in farmacia alle principali basi della fisiologia e della farmacologia. Si trattava di lavorare su cuori di rana, previa eutanasia degli animali.

In qualità di rappresentante della LSCV in seno alla commissione di controllo della sperimentazione animale di questo cantone, Luc Fournier aveva fatto opposizione alla richiesta del Prof Rüegg. Con il sostegno di Massimo Tettamanti, responsabile scientifico dell'ATRA, era stato trasmesso all'autorità cantonale un dossier dettagliato in cui si dimostrava scientificamente che più nulla giustifica l'utilizzazione di animali per i lavori pratici e che i diversi modelli alternativi utilizzabili dalle università danno ottimi risultati e sono poco costosi. Esistono modelli in materie sintetiche che riproducono perfettamente i tessuti umani o gli organi, e sui quali per di più si possono effettuare perfusioni. È stato peraltro comunicato all'autorità un elenco dei numerosi atenei stranieri che non utilizzano più gli animali per formare i loro studenti.

Informato dell'opposizione, il Prof Rüegg aveva vivamente respinto le critiche. Precisava di aver sempre chiesto ai suoi studenti di effettuare dissezioni sugli animali e che intendeva continuare a farlo. Successivamente ha inviato una lettera per far presente che i suoi esperimenti sono di gradazione 0, e dunque l'autorità non può opporvisi.

Ritenendo che gli esperimenti del Prof Rüegg possano essere sostituiti da metodi alternativi, l'autorità cantonale, pur non avendone la possibilità, ha rifiutato il 4 ottobre 2004 di rilasciare l'autorizzazione di praticare que-

sti lavori pratici. È stata consentita una deroga eccezionale per l'anno accademico in corso per l'utilizzazione di 40 rane per via della difficoltà di riorganizzare altri lavori pratici.

Il 13 dicembre 2004, Luc Fournier scriveva all'Ufficio federale di veterinaria:

«Siamo regolarmente confrontati ad annunci di utilizzazioni di animali per lavori pratici nell'ambito dell'insegnamento. Eppure nella maggior parte delle richieste, sarebbe stato possibile proporre un'alternativa che non facesse ricorso agli animali. Purtroppo, per via della gradazione 0 di questi esperimenti, i servizi veterinari cantonali non hanno la possibilità di sostenere l'utilizzazione di queste alternative se i docenti vi sono opposti.

Da un punto di vista legislativo, riteniamo assolutamente incoerente che un esperimento semplicemente assoggettato ad annuncio, debba comunque ottenere un'autorizzazione dell'autorità cantonale se quest'ultima non ha la possibilità di rifiutarla (...). Per i motivi sopracitati, sollecitiamo il vostro Ufficio affinché elabori direttive che disciplinino severamente l'utilizzazione degli animali in gradazione 0 nell'insegnamento».

Questa lettera era firmata anche dai rappresentanti della protezione degli animali delle commissioni cantonali degli esperimenti su animali dei cantoni di Basilea, Berna, Friburgo, Ginevra, Neuchâtel, Vaud, Zurigo, nonché dai due membri della protezione degli animali della commissione federale.

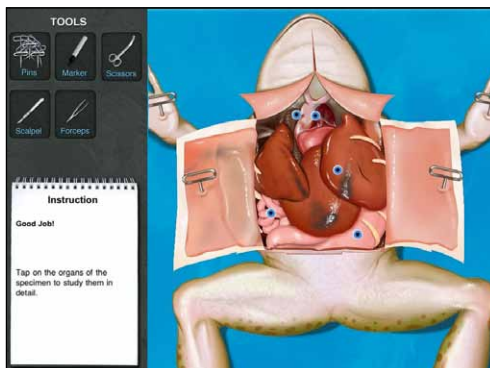
Il 31 gennaio 2005, l'UFV rispondeva negativamente, adducendo come motivo che «la legislazione sulla protezione degli animali non prevede di obbligare un richiedente a sostituire un esperimento che non compromette il benessere dell'animale con un metodo di sostituzione senza animali. Non essendovi un margine interpretativo di queste disposizioni, non possiamo purtroppo rispondere alla vostra richiesta di elaborare direttive in merito».

Delle rane per salvare l'umanità

Il 1° giugno 2005, il Prof Rüegg tornava alla carica con una nuova richiesta di utilizzazione di rane. Considerava infatti «pedagogicamente più attraente per lo studente lavorare su materiale vivo», aggiungendo che le dissezioni sono «l'unica opportunità nel loro iter di lavorare sull'animale». Questo eminente professore motivava infine la sua richiesta annunciando che dopo aver prelevato il cuore di questi animali, somministrato qualche sostanza ai loro organi ed osservato le loro reazioni, «lo studio di queste diverse sostanze farmacologiche può aprire nuovi approcci terapeutici (sic!)».

L'autorità cantonale ha respinto la domanda il 10 giugno, facendo presente che esistono alternative alla sperimentazione animale.

Il 12 luglio 2005, senza la minima considerazione etica, l'Università di Ginevra ha fatto



L'utilizzazione di animali per l'insegnamento può essere sostituita. Da molti anni esistono decine di programmi informatici o modelli di sintesi che consentono di studiare l'anatomia di animali e svolgere diversi studi pedagogici.

ricorso contro questa decisione. Sollecitata il 22 luglio dal presidente del Tribunale amministrativo ginevrino (TA), l'autorità cantonale ha giustificato il proprio rifiuto affermando che il sacrificio di questi animali non è indispensabile poiché esistono alternative alla sperimentazione animale. Il lavoro sull'animale non concorda peraltro con le future attività professionali degli studenti in farmacia, sicché non è pertinente né indispensabile che svolgano questo tipo di lavori pratici nel corso delle loro formazioni.

Il 1° novembre 2005, il TA dava ragione all'Università di Ginevra, annullava la decisione dell'autorità cantonale, iscrivendo inoltre a suo carico un emolumento di Fr 2'000.-!

Particolarmente soddisfatto di questa decisione, il Prof Rüegg non ha tardato a comunicarla via mail a tutti i ricercatori e docenti dell'università.

In seguito al caso Rüegg, l'UFV è stato nuovamente chiamato in causa per la sua inattività. Il 12 luglio 2006, questo Ufficio metteva in consultazione il suo progetto di revisione dell'Ordinanza sulla protezione degli animali (OPAn). Conformemente alla nuova legge vo-

tata dal Parlamento federale nel 2005, tutte le sperimentazioni animali saranno soggette ad autorizzazione. Di particolare interesse è che poiché il capoverso I dell'art.179 riteneva che la messa a morte di un animale "compromette il benessere degli animali", l'utilizzazione di animali per la formazione degli studenti era di fatto subordinata al preavviso di una commissione cantonale. Questa stesura, a patto che le commissioni facessero il loro lavoro, segnava la fine dei lavori pratici quali concepiti da docenti come il Prof. Rüegg.

Il 17 aprile 2007, l'UFV ha pubblicato il suo rapporto sui risultati della procedura relativa all'OPAn. Ha ricevuto in merito 536 prese di posizione, di cui 9 provenienti da partiti politici, 331 da servizi o organismi pubblici, in particolare di protezione degli animali, tra cui la LSCV.

L'UFV riferiva che l'articolo 179, in particolare il capoverso I, era stato particolarmente contestato dagli ambienti della ricerca.

Si dovrà aspettare la pubblicazione nell'aprile 2008 della versione finale dell'OPAn per constatare che i difensori della sperimentazione animale sono stati ascoltati.

L'elenco delle procedure di cui si ritiene che «compromettono il benessere degli animali» era drasticamente ridotto. Ma soprattutto, l'utilizzazione di animali per l'insegnamento sfugge al previsto di una commissione cantonale se si ritiene che «non compromette il benessere degli animali». E' il caso degli animali uccisi con l'unico obiettivo di essere sottoposti a dissezione. I commissari devono pertanto affidarsi alle autorità cantonali e sperare che facciano bene il loro lavoro, ossia vietare l'utilizzazione di animali ogniquale volta esiste un metodo sostitutivo.

Il 12 gennaio 2011, in seguito ad informazioni relative all'utilizzazione di animali per lavori pratici in un'università, la Lega ha nuovamente sollecitato l'intervento dell'UFV affinché tutte le utilizzazioni di animali per

Protezione della natura non significa protezione degli animali



Tra gli organismi che hanno contestato l'articolo 179¹ del progetto della nuova ordinanza, spicca il consueto lobby della sperimentazione animale (ditte farmaceutiche ed università), i soliti sostegni ai primi (Basilea città, Fondazione GEN SUISSE, Forschung für Leben, ASSM/SCNAT), ma anche, ed è particolarmente deludente, organismi come il KARCH, che dovrebbe occuparsi della protezione dei rettili e degli anfibi del nostro paese.

La denuncia sporta nel 2007 contro il Dott. Bize per i suoi esperimenti sugli uccelli aveva messo in evidenza gli esperimenti simili praticati da ricercatori della stazione ornitologica di Sempach. Protezione della natura non significa protezione degli animali. La maggior parte degli organismi che raggruppano biologi e che svolgono studi, praticano esperimenti animali benché tali organismi preferiscano che questi esperimenti non giungano a conoscenza dei loro donatori.

¹ Diventato l'articolo 136 nella versione finale dell'OPAn

l'insegnamento siano sottoposte al preavviso di una commissione cantonale :

« L'art. 18 LPAn precisa che le richieste di cui all'art.17 devono essere sottoposte al preavviso di una commissione. L'art.17 LPAn cita segnatamente gli esperimenti che provocano lesioni negli animali o che ne compromettono notevolmente lo stato generale. L'art. 136 OPAn precisa che gli esperimenti che compromettono il benessere degli animali, secondo l'art.17 LPAn, sono quelli che: a) compromettono il loro benessere generale; g) in cui gli animali sono sottoposti ad anestesia generale. Dal nostro punto di vista, sembra chiaro che quando un animale viene eutanasiato, anche per un semplice prelievo di tessuti, ciò "compromette il suo benessere" e che l'atto «compromette in modo notevole il suo stato generale « poichè viene ucciso. Tanto più che la maggior parte dei sacrifici sono eseguiti dopo che l'animale è stato sottoposto ad anestesia generale ».

La risposta del servizio giuridico dell'UFV ci è pervenuta il 25 gennaio 2011 :

« Gli esperimenti in gradazione 0 per definizione « non compromettono il benessere ». Il prelievo di organi o di tessuti dopo eutanasia senza dolore è generalmente ammesso come gradazione 0. Pertanto l'articolo 17 LPAn non entra in considerazione e nemmeno l'articolo 139 cpv.4 e gli esperimenti in gradazione 0 non devono necessariamente essere sottoposti alle commissioni cantonali degli esperimenti sugli animali. Ciò detto siamo perfettamente coscienti che il principio sopracitato è più pragmatico che fondato e che si dovrà rivedere la messa a morte alla luce della dignità di cui all'articolo 3 LPAn. Ciò dovrà essere fatto nell'ambito di tutte le ragioni possibili di messa a morte (macellazione, "animali eccedentari", ecc.) e tenendo conto del fatto che la vita stessa non è menzionata nell'articolo 1 LPAn ».

Che l'UFV riveda effettivamente la messa a morte degli animali e modifichi l'OPAn in conseguenza sembrava poco probabile, date le pressioni degli ambienti della ricerca. Nell'immediato, si deve dunque favorire l'aggiunta di disposizioni restrittive per mirare alla fine di queste inutili dissezioni. La presa di posizione del 16 giugno 2011 della commissione federale per la sperimentazione animale è un ulteriore passo in questa direzione.



L'organizzazione ed il funzionamento delle commissioni cantonali sulla sperimentazione animale sono retti dalla Legge federale sulla protezione degli animali (LPAn) e la sua ordinanza (OPAn).

Ai sensi dell'art. 17 LPAn, per il fatto che possono provocare negli animali dolori, sofferenze o lesioni, o porli in stato di ansietà, la pratica della sperimentazione animale e gli esperimenti devono essere limitati al minimo indispensabile. Un esperimento deve essere pianificato in modo che venga impiegato il minor numero possibile di animali e si persegua la riduzione al minimo della loro sofferenza (art.137 OPAn). Non può essere autorizzato quando i dolori arrecati agli animali sono sproporzionati al risultato atteso in termini di conoscenze (art.19 LPAn).

L'autorità cantonale sottopone le domande di autorizzazione di esperimenti sugli animali alla commissione (art.18 LPAn), la quale le esamina e formula una proposta (art.34 LPAn). L'autorità prende una decisione tenendo conto della proposta della commissione. Se la sua decisione è contraria alla proposta, ne informa la commissione motivando la propria posizione (art.139 OPAn). La commissione partecipa al controllo dei centri di custodia degli animali destinati alla sperimentazione animale nonchè dello svolgimento degli esperimenti (art.34 LPAn).

I suoi membri devono poter dimostrare di aver seguito quattro giorni di perfezionamento nell'arco di quattro anni (art.149 OPAn).

Base legale e funzionamento delle commissioni cantonali per la sperimentazione animale

A cosa serve una commissione cantonale ? A nulla, se il cantone decide di istituire una commissione alibi. Infatti, se la legge federale obbliga ad allestire commissioni indipendenti dall'autorità cantonale, lascia comunque ai cantoni la responsabilità di stabilire la base regolamentare che ne disciplina il funzionamento e soprattutto la nomina dei suoi componenti.

Tuttavia, l'entrata in vigore della nuova ordinanza sulla protezione degli animali (OPAn) nel settembre 2008, ha reso le cose più difficili per i cantoni abituati ad imbavagliare la commissione.

Indispettito, il veterinario cantonale di Neuchâtel ha gettato la spugna. Lui che regnava sulla sua commissione, che ne sceglieva accuratamente ogni membro, si è visto obbligato a fare le valigie con l'arrivo della nuova OPAn che vieta (finalmente) ad un collaboratore dell'autorità di far parte della commissione del suo cantone (art.149, cpv.1 OPAn). Questa modifica era particolarmente attesa dalla Lega che da lungo tempo denunciava all'autorità federale i casi di veterinari cantonali che letteralmente pilotavano la loro commissione cosiddetta indipendente. Forse per un movimento di stizza, il veterinario cantonale di Neuchâtel ha sciolto la commissione nel 2009 e trasferito l'esame delle domande di sperimentazioni animali al canton Vaud.

Anche la commissione friborghese, il cui unico rappresentante degli animali si ritrovava letteralmente accerchiato da cinque membri provenienti maggioritariamente dalla ricerca, ha dovuto apportare qualche modifica. Alla luce dell'art. 34 LPAn che obbliga i cantoni a garantire che la protezione degli animali sia « adeguatamente rappresentata », un secondo seggio sarà prossimamente attribuito ad un protettore degli animali.

Ma quando una commissione può svolgere il suo mandato correttamente, come a Zurigo, Berna o Ginevra, può concretamente consentire di evitare gli abusi nei confronti della legislazione. L'autorità cantonale non può rilasciare autorizzazioni di esperimenti per i quali non è stato prestabilito alcun controllo. In caso contrario, potrebbe essere denunciata da un membro della commissione. E se la commissione non ha la possibilità di vietare la sperimentazione animale, poichè la legge l'autorizza, può per lo meno cercare di limitare al massimo l'utilizzazione degli animali e dunque le loro sofferenze.

Nel rapporto di attività 2010 della commissione ginevrina¹, si può leggere che delle 107 richieste di sperimentazioni animali esaminate dalla commissione per un totale di 51'875 animali, « 30 domande sono state assoggettate ad una riduzione del numero di animali. Le autorizzazioni rilasciate per queste 107 domande comportavano pertanto un totale di 43'489 animali, ossia 8'366 animali in meno rispetto a quelli domandati ».

Conformemente all'art. 34 LPAn, la commissione partecipa anche al controllo dei centri di custodia di animali da laboratorio. A questo proposito, il rapporto indica « 2 rapporti di centri di custodia di animali da laboratorio hanno ricevuto un parere sfavorevole e sono state spiccate multe da parte dell'autorità cantonale. Si trattava della messa a morte di animali in sovrannumero provenienti da allevamenti nonchè di custodia di animali in gabbie troppo piccole, senza materiale di arricchimento ed in locali mal ventilati. Questi controlli sono effettuati senza preavviso ».

Dal nostro punto di vista l'attività dei rappresentanti della protezione degli animali in seno a queste commissioni cantonali rimane importante, motivo per cui la Lega si sforza di introdurvi delegati. Le loro possibilità d'azione sono limitate, spesso nulle, ma se oggi si può evitare anche soltanto ad un esiguo numero di animali di finire la loro vita in un laboratorio, è comunque sempre meglio di niente.

¹ http://www.ge.ch/codof/doc/commission_consultative_protection_animaux.pdf



Articolo pubblicato da SWISSINFO nell'ottobre 2011 su Ludovic Wiszniewski, CEO della società Epithelix. Si tratta del primo ricercatore che è riuscito a mantenere in vita l'epitelio respiratorio umano in vitro per più di un anno. Un'innovazione grazie alla quale Epithelix è stata insignita di numerosi riconoscimenti internazionali tra cui il Premio della Fondazione W.A. deVigier, assegnato dalla Camera di commercio franco-svizzera per il Commercio e l'Industria all'inizio del 2011.

L'uomo in provetta per salvare gli animali

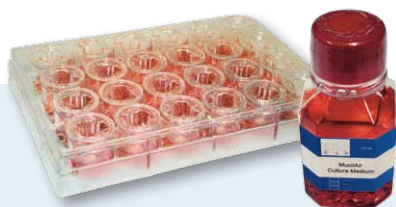
Le immagini di cani e scimmie sofferenti all'interno dei laboratori inorridiscono l'opinione pubblica. Per i ricercatori, il ricorso alla sperimentazione animale è però un male necessario. Un'opinione contestata da Ludovic Wiszniewski, che ha esplorato con successo vie alternative.

swissinfo.ch: Nel 2010 il numero di animali sottoposti a esperimenti in Svizzera è aumentato di quasi l'8% rispetto al 2009. Un'evoluzione sorprendente?

Ludovic Wiszniewski: Direi di no. Di recente sono nate nuove aziende che praticano la sperimentazione animale. Le grandi ditte farmaceutiche hanno poi intensificato la ricerca, siccome diversi brevetti depositati oltre 20 anni fa stanno scadendo. A questo si aggiunge il fatto che nei laboratori universitari sono aumentati i test su animali transgenici.

swissinfo.ch: La tendenza osservata negli ultimi 20 anni è comunque al ribasso: tra il 1990 e il 2010 il numero di animali da laboratorio è calato di circa il 40%. Quali le ragioni di questa diminuzione?

L. W.: Non si tratta di una vera diminuzione: 20 anni fa gli studi non venivano sistematicamente catalogati e quindi le cifre non sono esatte. Va poi detto che diverse aziende hanno iniziato a fare i loro esperimenti sugli animali all'estero. Ad esempio in Cina, dove la legislazione è meno severa. D'altra parte bisogna riconoscere che la legge è riuscita a ridurre la sperimentazione animale, in particolare



La LSCV aveva sostenuto finanziariamente il lancio di Epithelix nel 2006 e fino al 2008. Oggi autofinanziata, Epithelix realizza un fatturato annuo di un milione di franchi, reinvestiti nell'azienda. Ciò le evita di fare ricorso alla raccolta di fondi garantendone la totale indipendenza. Epithelix è specializzata nello sviluppo di modelli sostitutivi nel campo delle malattie respiratorie. Questi modelli utilizzano esclusivamente tessuti umani. Consentono di sopprimere l'utilizzazione di animali per la ricerca medica o per lo svolgimento di test di tossicità richiesti dalla legge.

vietando il ricorso a esseri viventi nel campo della cosmetica. C'è poi stato uno sviluppo di nuove tecnologie di coltura cellulare.

swissinfo.ch: In termini puramente scientifici, l'animale rappresenta un modello biologico valido per l'uomo?

L. W.: No. Diversi medicinali hanno superato i test sugli animali, ma sull'uomo hanno avuto effetti catastrofici. Penso a un farmaco sviluppato per curare la leucemia infantile: i bambini sottoposti al trattamento morivano più rapidamente. Oppure al talidomide, un farmaco antinausea destinato alle donne in gravidanza, ritirato dal commercio perché provocava malformazioni. Posso poi citare il tamoxifene, che aveva dimostrato il suo potere contraccettivo sui ratti, ma sulla donna ha avuto effetti diametralmente opposti. Non va poi dimenticato che il risultato di un test condotto su un animale può dipendere anche dal ricercatore: l'animale è infatti capace di percepire lo stato d'animo dell'uomo (stress) e quindi reagisce diversamente da un ricercatore all'altro.

swissinfo.ch: Nella storia della medicina non ci sono tuttavia soltanto esempi negativi...

L. W.: In alcuni ambiti le sperimentazioni animali sono state in effetti utili. Ad esempio in chirurgia: i medici hanno potuto operare su cavie animali prima di intervenire sull'uomo. Oppure c'è il caso dell'insulina, scoperta nei cani e inizialmente isolata nei maiali. Va comunque sottolineato che con le conoscenze e gli strumenti attuali si può fare a meno di utilizzare gli esseri viventi.

swissinfo.ch: Allora perché si continua a far ricorso agli animali?

L. W.: Le ragioni sono diverse. Innanzitutto perché lo impone la legge: prima di immettere sul mercato un prodotto farmaceutico o chimico bisogna valutarne la tossicità. Come detto, la reazione dell'animale può tuttavia essere diversa da quella dell'uomo. Nel campo della



Ludovic Wiszniewski, Samuel Constant, Song Huang, i tre co-fondatori di Epithelix

ricerca è difficile fare a meno degli animali per ciò che riguarda lo studio degli effetti sistematici. All'interno di un organismo si può osservare se un farmaco per il cuore ha effetti deleteri su altri organi. Oggigiorno non siamo in grado di riprodurre un intero organismo in vitro, anche se ci stiamo avvicinando. C'è poi l'aspetto delle pubblicazioni scientifiche. Molte riviste specializzate esigono che siano effettuati degli esperimenti sugli animali. E per il ricercatore, il successo è legato al numero di pubblicazioni... È una vecchia scuola di pensiero che però sussiste, in particolare per gli esperimenti genetici.

swissinfo.ch: Quali sono le alternative alla sperimentazione animale?

L. W.: Innanzitutto le colture in vitro di cellule umane. Possiamo coltivare le cellule su un supporto in plastica oppure indurre una differenziazione, mettendole in condizioni che assomigliano a quelle presenti nell'organismo. Siamo in grado ad esempio di sviluppare dei mini polmoni. Poi ci sono i modelli ex vivo: invece di sacrificare dieci animali per un esperimento se ne prende soltanto uno, si seziona l'organo che ci interessa in dieci pezzi e si procede ai test. Infine ci sono le modellizzazioni informatiche (in silico) che permettono di fare previsioni sulla tossicità.

swissinfo.ch: È immaginabile che un giorno si avrà l'intero organismo umano... in provetta?

L. W.: La difficoltà maggiore è la durata di vita delle cellule: fuori dal corpo umano riusciamo a tenerle in vita per 3-4 settimane, una durata insufficiente per ricostituire un organo. Noi siamo riusciti a mantenerle per oltre un anno. Se l'evoluzione dei materiali dei supporti si confermerà, sono convinto che riusciremo a ricreare degli organi completi.

Luigi Jorio, swissinfo

INVITATION - EINLADUNG - INVITO

Assemblée générale extraordinaire

Samedi 17 décembre 2011 à 14h00

Bureau de la Ligue suisse contre la vivisection

Chemin des Arcs-en-Ciel 3, 1226 Thônex
Bus 5 à la Gare Cornavin: arrêt Sous-Moulin
Parking de 300 places

Ordre du jour

1. Ajout de l'alinéa g à l'article 2 (buts) des statuts de la Ligue de 1978 soit :

Article 2

g) Défendre les intérêts de ses membres et les représenter auprès de toutes autorités, civiles, pénales ou administratives, du public et d'autres organisations.

Ausserordentliche Generalversammlung

Samstag, 17. Dezember 2011 um 14:00 Uhr

Büro der Schweizer Liga gegen Vivisektion

Chemin des Arcs-en-Ciel 3, 1226 Thônex
Bus 5 vom Bahnhof Cornavin:
Haltestelle Sous-Moulin

Traktanden

1. Zusatz von Absatz g zu Artikel 2 (Zweck) der Statuten der Liga aus dem Jahr 1978:

Artikel 2

g) Wahrung der Interessen seiner Mitglieder und Vertretung derselben gegenüber zivil-, straf- oder verwaltungsrechtlichen Behörden, anderen Organisationen und in der Öffentlichkeit.

Assemblea generale straordinaria

Sabato 17 dicembre 2011 alle ore 14

Sede della Lega svizzera contro la vivisezione

Chemin des Arcs-en-Ciel 3, 1226 Thônex
Bus 5 dalla stazione Cornavin:
fermata Sous-Moulin

Ordine del giorno

1. Aggiunta del capoverso g all'articolo 2 (Scopi) dello Statuto della Lega del 1978, ossia :

Articolo 2

g) Di difendere gli interessi dei membri e rappresentarli di fronte alle autorità civili, penali o amministrative, al pubblico e alle altre organizzazioni.

Cette invitation tient lieu de convocation / Diese Einladung gilt als offiziell / Il presente invito funge da convocazione

Un contrôle des membres sera effectué à l'entrée. Présentation de la page du journal avec votre nom et numéro de membre obligatoire.
Eine Mitgliederkontrolle erfolgt am Eingang. Wir bitten Sie, die Seite diese Zeitung mit Namen und obligatorischer Mitgliedsnummer vorzuweisen.
Si procederà ad un controllo dei soci all'entrata. Presentazione obbligatoria della pagina del giornale con il vostro nome e numero di socio.

Bulletin par correspondance / Briefliche Stimmabgabe / Bollettino per corrispondenza

Nom / Name / Cognome :

Prénom / Vorname / Nome :

Numéro de Membre / Mitgliedsnummer / Numero di socio :

Rue / Strasse / Via :

N° / Nr. :

NPA / Postleitzahl :

Localité / Ort / Città :

Oui, j'accepte l'ajout dans les statuts de la Ligue suisse contre la vivisection du nouvel alinéa g de l'article 2
Ja, ich akzeptiere den Zusatz von Absatz g zu Artikel 2 der Statuten der Schweizer Liga gegen Vivisektion
Sì, accetto l'aggiunta allo Statuto della Lega svizzera contro la vivisezione del nuovo capoverso g dell'articolo 2

Non, je refuse l'ajout dans les statuts de la Ligue suisse contre la vivisection du nouvel alinéa g de l'article 2
Nein, ich lehne den Zusatz von Absatz g zu Artikel 2 der Statuten der Schweizer Liga gegen Vivisektion ab
No, rifiuto l'aggiunta allo Statuto della Lega svizzera contro la vivisezione del nuovo capoverso g dell'articolo 2

Les bulletins doivent être envoyés au siège de la LSCV, CP 148, 1226 Thônex. Les bulletins reçus après le 17 décembre 2011 ne pourront pas être comptabilisés.

Die Stimmzettel müssen an den Sitz der SLGV, Postfach 148, 1226 Thônex gesandt werden. Stimmzettel, die nach dem 17. Dezember 2011 eingehen, können nicht berücksichtigt werden.

I bollettini devono essere inviati alla sede della LSCV, CP 148, 1226 Thônex. I bollettini ricevuti dopo il 17 dicembre 2011 non potranno essere contabilizzati.

Date, signature / Datum, Unterschrift / Data, firma :